



200 FCFA

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

N°1913 JEUDI 16 JANVIER 2014

# LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

## Justice

# Marcel Ntsourou auditionné par le juge d'instruction



L'ancien secrétaire général adjoint du Conseil national de sécurité, l'ex-colonel Marcel Ntsourou, désormais radié des effectifs des Forces armées congolaises, a été, pour une première fois depuis son arrestation le 16 décembre passé, entendu par le juge d'instruction hier à Brazzaville.

Rien n'a filtré des échanges entre l'inculpé et les juges, en dépit de l'insistance de quelques journalistes. Mais les passants ont été impressionnés par l'important dispositif sécuritaire déployé autour du Palais de justice où la police anti-émeutes, placée de part et d'autre de la principale avenue bordant cet édifice, veillait au grain.

Page 3

### CAN SENIORS HANDBALL

## Les Congolaises visent une place au mondial 2015

Les Diables rouges dames, 6e à la dernière édition de la coupe d'Afrique des nations, livrent leur première rencontre ce jeudi à Alger face aux Angolaises, tenantes du titre. Les Congolaises qui ambitionnent, tout comme leurs messieurs, une place qualificative à la coupe du monde de la discipline prévue en 2015, doivent aborder leur première sortie avec détermination et sérénité pour prétendre se qualifier aux quarts de finale et gagner leur pari. Logées dans le groupe B, les Diables rouges dames auront pour adversaires l'Angola, la Tunisie et la Guinée. Quant aux messieurs qui rentrent également en compétition ce jeudi, leur objectif est d'améliorer leur classement au niveau continental.

Page 16

### ÉDITORIAL Rupture

Page 2

### ACTION HUMANITAIRE

## Plus de 53 000 réfugiés ont quitté le Congo en 2013

Selon la Direction générale de l'Action humanitaire, 53 112 réfugiés, essentiellement des originaires de la République démocratique du Congo ayant trouvé asile dans le département de la Likouala, sont rentrés au bercail au cours de l'année écoulée. Le processus de leur rapatriement est cependant perturbé depuis quelques mois par l'afflux des ressortissants centrafricains dans la même région. La directrice de l'Action humanitaire, Alice Tsoumou Mpili Gavouka, qui présentait le bilan de ses services pour 2013 a aussi informé l'opinion nationale du retour au pays, l'année dernière, de 73 compatriotes venus d'Afrique du sud, des États-Unis et d'autres pays nantis.

Page 5



Alice Tsoumou Mpili Gavouka

### CONGO-BANQUE MONDIALE

## Un financement additionnel de plus de 37 milliards FCFA pour le PEEDU

La Banque mondiale et le gouvernement congolais ont évalué à plus de 37 milliards FCFA (75 millions de dollars), le montant nécessaire pour la mise en œuvre de la phase additionnelle du Pro-

gramme Eau électricité et développement (PEEDU).

Au cours d'une séance de travail tenue hier à Brazzaville, les deux parties se sont accordées sur l'objectif de développement visé par

chaque sous-composante de ce financement, en vue de l'élaboration des stratégies à adopter pour mieux coordonner les différentes interventions inscrites.

« Ce financement additionnel dont

le gouvernement apportera sa côte part vise à améliorer les conditions d'accès à l'électricité au Congo », a précisé la représentante de la Banque mondiale, Sylvie Dossou.

Page 2



## ÉDITORIAL

## Rupture

Ceux qui avaient prédit que le pontificat du pape François marquerait un tournant dans l'histoire de l'Église catholique ne se sont pas trompés. Plus les jours passent, en effet, plus les paroles et les gestes du successeur de Benoît XVI marquent une rupture avec le mode traditionnel de gouvernance du Vatican. Les ambassadeurs accrédités auprès du Saint-Siège peuvent en témoigner, qui ont constaté, lundi, à Rome, des changements notables dans l'organisation de la cérémonie traditionnelle des vœux du corps diplomatique.

N'entrons pas dans le détail de ces modifications dont l'énoncé paraîtrait secondaire à nombre de nos lecteurs alors qu'il confirme de façon subtile la volonté du nouveau pape de se positionner au plus près des fidèles. Interrogeons-nous, en revanche, sur la série de réformes que le souverain pontife entend mener jusqu'à son terme, si du moins Dieu lui prête vie suffisamment longtemps.

En moins de six mois, en effet, le pape François a esquissé des changements radicaux dans la gouvernance de l'Église. Jugez-en à partir de cette liste sommaire : il a constitué autour de lui un groupe de cardinaux issus des cinq continents afin de l'assister dans la politique de rénovation qu'il entreprend ; il a commencé à mettre de l'ordre dans les finances quelque peu opaques du Vatican ; il a nommé à des postes clés des hommes qui jusqu'alors n'exerçaient pas de très hautes responsabilités ; il a réduit fortement l'influence des prélats italiens qui jusqu'à son arrivée faisaient la pluie et le beau temps au Vatican ; il a multiplié les rencontres avec les fidèles qui se pressent désormais par dizaines de milliers sur la place Saint-Pierre ; il a prononcé des discours et des sermons qui demandent tous aux chrétiens de l'aider dans la mission qu'il s'est assignée de rapprocher l'Église de ses fidèles. Bref, il a rompu les digues élevées par ses prédécesseurs pour se protéger de la ferveur populaire.

Il ne fait aucun doute qu'en agissant comme il le fait, le pape François génère autour de lui de forts ressentiments et prend ainsi des risques sérieux. Mais il est tout aussi certain que s'il ne s'employait pas à réformer l'Église de l'intérieur, celle-ci s'affaiblirait inexorablement. Prions donc pour qu'il ait la force d'aller jusqu'au bout de son propos.

Les Dépêches de Brazzaville

## PROJET EAU ÉLECTRICITÉ

## Le financement additionnel évalué à 75 millions de dollars

**Une délégation de la Banque mondiale, conduite par la représentante de cette institution au Congo, Sylvie Dossou, a conféré, le 15 janvier à Brazzaville, avec le ministre de l'Énergie et de l'hydraulique, Henri Ossébi. Au centre des échanges, le financement de la deuxième phase du Programme Eau, électricité et développement urbain (Peedu), qui est évalué à un montant de 75 millions de dollars.**

Cette mission de la Banque mondiale, qui s'inscrit dans le cadre de lancement du cofinancement additionnel du Peedu affichait plusieurs objectifs : le financement additionnel de ce programme ; les activités à financer ; les schémas institutionnels à adopter en vue de sa mise en œuvre effective et, surtout, le point des études techniques existantes.

Les deux parties se sont accordées sur les modalités de développement de

chaque sous-composante comprise dans ce financement additionnel. Les risques pouvant intervenir dans la mise en œuvre ont aussi fait l'objet d'une évaluation.

Une réflexion a été engagée sur les stratégies à adopter pour coordonner les différentes interventions des projets retenus pour Brazzaville et Pointe-Noire. Les experts devront visiter les villes ciblées ; examiner le montage institutionnel de financement additionnel ainsi que le calendrier d'activités.

Ce projet, très stratégique dans sa sous-composante électricité, s'articule autour de la gouvernance, l'amélioration des performances commerciales, la distribution et le renforcement des capacités de la Société nationale d'électricité.

Le coût global de ce projet additionnel est évalué à 75 millions de dollars auquel le Congo apportera une partie.

« Ce financement additionnel d'un montant de 75 millions de dollars... vise à améliorer les conditions d'accès à l'électricité au Congo », a souligné la représentante de la Banque mondiale au Congo, Sylvie Dossou.

Le projet, a précisé le ministre Henri Ossébi, s'exécutera à travers plusieurs sous composantes visant entre autres : la réduction des pertes techniques et non techniques ; l'amélioration de la santé de la SNE par l'accroissement du taux de recouvrement ainsi que la réduction de l'énergie non distribuée. Dans le même sens, le ministre prévoit l'augmentation significative du taux d'accès à l'électricité et l'amélioration de la gouvernance. « Nous sommes ici presque dans l'urgence. Il faut donc agir vite pour corriger ce qui ne va pas en vue d'une gestion plus rationnelle de la Société nationale d'électricité... », a conclu Henri Ossébi.

Firmin Oyé

## JOURNÉE ÉCONOMIQUE

## Le Congo renvoie le rendez-vous d'Espagne en mars

**La délégation congolaise, attendue à Madrid puis à Barcelone (Espagne) afin de participer à un séminaire d'affaires et des journées portes ouvertes, a reporté d'un mois l'organisation de ces manifestations, prévues initialement les 3 et 4 février.**

La chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Brazzaville, qui conduira la délégation congolaise, est obligée de modifier son agenda. En effet, la République du Congo organise dans le courant du mois un atelier sur la promotion du secteur privé et, en février, un forum sur les infrastructures en Afrique. La chambre consulaire de Brazzaville estime ne pas pouvoir être absente durant ces deux événements qui mettent au centre des débats les opérateurs économiques congolais qui se sentent laisser pour compte par l'État. Les journées économiques en Espagne ont été initiées à la suite d'une série d'échanges entre le président de la chambre de commerce de Brazzaville et l'ambassadeur d'Espagne au Congo. C'est la raison pour laquelle il avait été décidé d'organiser cet événement en faveur des opérateurs économiques congolais à Madrid puis à Barcelone. Cette manifestation peut représenter

une opportunité pour la communauté économique et patronale des deux pays. Une trentaine d'entreprises de Brazzaville et Pointe-Noire évoluant dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment, de l'agroalimentaire et des mines sont prêtes à faire le déplacement. Cinq ministres congolais ont été sollicités pour accompagner la délégation même si la réponse est attendue.

Une porte s'ouvre aux acteurs économiques nationaux qui ont un rôle à jouer dans la diversification de l'économie dans laquelle le Congo s'est engagé. En effet, l'économie congolaise est tributaire du pétrole qui participe à 60% au PIB (produit intérieur brut). Le pétrole représente 90% des exportations, 80% des recettes de l'État.

L'agriculture et la sylviculture sont aussi des secteurs productifs d'intérêt. Le gaz naturel et l'industrie minière sont des secteurs dont l'exploitation est récente. Malgré l'impact de la crise économique mondiale et la chute de la croissance du PIB en 2011 (3,4%), en 2012 (3,8%) et en 2013 (5,7%), on espère une croissance de 4,8% en 2014 et de 7,7% en 2015.

## Les enjeux de cette journée économique

Notons que la chambre de commerce de Barcelone, ayant une large expérience dans les relations et les affaires internationales, organise depuis plus de vingt ans l'accueil des délégations et l'organisation des séminaires et des journées internationales. L'objectif de ce « réseautage » congolo-espagnol est de fournir une plateforme pour montrer les opportunités d'investissements et d'affaires entre le Congo et l'Espagne. Il s'agit aussi d'attirer la communauté patronale et d'affaires ayant des intérêts dans la zone ; de créer un lieu commun de discussion entre les entreprises, les entrepreneurs, le gouvernement et les institutions de la région ; d'établir les contacts nécessaires entre la délégation et les entreprises locales.

Il sera aussi question d'attirer la communauté patronale et d'affaires ayant des intérêts dans la zone ; de créer un lieu commun de discussion entre les entreprises, les entrepreneurs, le gouvernement et les institutions de la région ; d'établir les contacts et le networking nécessaires entre la délégation et les entreprises locales.

Nancy France Loutoumba

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

## Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounougou  
Service Société : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service)  
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

## Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diaso  
Économie : Laurent Essolomwa  
Société : Lucien Dianzenza  
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole  
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpara

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou  
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris  
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma  
Comptabilité : Marie Mendy

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Martial Mombongo  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Adhis  
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngono

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola  
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

## LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel  
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma  
Assistante : Laura Ikambi  
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France  
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80  
[www.lagaleriecongo.com](http://www.lagaleriecongo.com)

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepêchesdebrazzaville.com](http://www.lesdepêchesdebrazzaville.com)

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)  
38 rue Vaneau 75007 Paris  
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80



## ENQUÊTE

## Combien les Congolais dépensent-ils pour leur santé ?

**Le directeur des Études et de la planification et celui des Systèmes d'informations sanitaires et de la recherche de la santé viennent de publier un document synthèse qui donne la mesure des dépenses de santé réalisées au Congo dans les années 2009-2010.**

Consacré entièrement à l'investissement, cette première publication a connu sa présentation publique ce mercredi 15 janvier à l'auditorium de CHU. Principaux animateurs : le professeur Richard Bileckot et Jean Daniel Bolanga.

C'est devant les acteurs du système de santé, la presse et le public que les animateurs ont présenté le document en insistant sur le contenu. Ce travail, réalisé en cinq mois (octobre 2011 à février 2012), a répondu, en outre, à quelques questions. Qui paie pour les soins de santé au Congo ? Quelles dépenses fait chaque acteur pour les soins de santé ? Comment ces fonds sont répartis dans les différents services de santé et pour quel type de service ? Est-ce que ces dépenses sont efficaces ?

**Ce qu'il faut retenir...**

Ce document permet aux Congolais, aussi bien les décideurs, le personnel de santé que les populations de savoir comment faire pour rendre efficace la mobilisation des fonds pour la santé. Selon



L'État garantit la gratuité de la plupart des vaccins

les estimations en 2010, les dépenses de santé sont supportées à 39% par les ménages et à 58% par le gouvernement central. L'étude a montré qu'un ménage congolais dépense environ 12 600 FCFA par an et par personne pour les soins de santé alors que l'État ne dépense que 19 000 FCFA par an et par habitant. Ce qui frappe c'est l'importante contribution des ménages dans le financement de la santé au Congo.

Par ailleurs, environ deux tiers des subventions de fonctionnement sont octroyés aux hôpitaux généraux et s'agissant des subventions des prestataires, les

trois-quarts vont aux hôpitaux généraux et très peu aux systèmes de soins de santé primaire ou à la santé publique en général.

**Quelles sont les recommandations ?**

Les recommandations sont parties des interrogations du professeur Richard Bileckot qui s'est demandé « si la part affectée aux hôpitaux généraux était insuffisante et quelle est la part réelle qu'on devrait leur affecter ».

Selon lui, la majeure partie des problèmes de santé doit être prise en charge au niveau des soins de santé primaire et des Centres de santé intégrés (CSI). Malheureu-

sement ces derniers reçoivent très peu de subventions de la part du gouvernement. « *Lorsqu'on voit les dépenses des ménages, ceux-ci concernent essentiellement l'achat des médicaments en ambulatoire et l'hospitalisation* », a-t-il renchéri.

**Des chiffres qui renseignent**

Les études révèlent que 60% des ménages ont recours à l'automédication. Les Congolais dépensent 40% pour les médicaments et 44% pour les frais d'hospitalisation. L'une des données clés est également l'extrême vulnérabilité qu'occasionnent les dépenses de

santé dans les ménages. Les enquêteurs ont signifié qu'un ménage ne devrait pas dépenser plus de 10% de ses ressources. Lorsque que cela arrive, le ménage sombre davantage dans la pauvreté avec un impact sur l'alimentation, le transport et le logement, considérés comme essentiels.

La projection par rapport au produit intérieur brut (PIB) montre que les dépenses de santé au Congo ne suivent pas la croissance économique du pays car plus l'économie s'améliore plus les dépenses de santé s'amenuisent. Récemment à Abuja, une réunion des ministres de la Santé avait recommandé que le budget de ce secteur devait avoisiner les 15% du budget du pays. Le Congo est aujourd'hui à 7% alors que l'État dépense beaucoup pour la santé. Cette étude a démontré que le gouvernement finance à hauteur de 60% les dépenses de santé, 30% au niveau des ménages et la coopération internationale ne représente que 2% alors que les entreprises atteignent à peine 1%. « *L'argent dégagé par l'État doit pouvoir aller aux bénéficiaires. Or une partie s'évapore parce qu'il n'y a pas de véritable contrôle dans l'exécution du budget. C'est un problème de gouvernance qu'il faut forcément améliorer* », a conclu l'un des enquêteurs.

Guillaume Ondzé

## REVENDEICATIONS SOCIALES

## Les enseignants invités à vaquer librement à leurs occupations

**Dans une déclaration rendue publique le 14 janvier à Brazzaville, le Panel des syndicalistes des ministères des Enseignements demande aux enseignants de continuer à vaquer librement à leurs occupations pédagogiques jusqu'au 20 janvier.**

Selon le Panel des syndicalistes, qui a eu une séance de travail avec le cabinet du ministre des Finances le 14 janvier, les services techniques de ce ministère, notamment les directions générales du budget, du contrôle budgétaire et la direction de la

solde, ont été instruites de trouver les solutions idoines aux revendications des enseignants au plus tard le lundi 20 janvier. Il s'agit précisément du paiement des rappels de solde d'activités, de la résolution du problème du statut particulier et du dénouement du processus de publication de tous les textes égarés dans le circuit d'approbation.

La déclaration signée par Daniel Ngami, Sylvestre J. Mviri et Mikhaël Nguitoukoulou dénonce, par ailleurs, les prises de position de certains

syndicats qui obscurcissent les revendications récurrentes des enseignants, parmi lesquelles la publication des textes d'harmonisation, d'intégration, d'avancement, de reclassement et autres promotions des enseignants. Notons que le panel concerne le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi ainsi que celui de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

Parfait Wilfried Douniama

## Les travailleurs de l'INJS maintiennent la grève

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 15 janvier à Brazzaville, le collectif des syndicats des travailleurs de l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS) a décidé de maintenir la grève jusqu'à l'aboutissement des revendications contenues dans le cahier de charge du 31 janvier 2011. Après avoir examiné et débattu de leur situation suivant

les déclarations des assemblées générales de novembre 2012 et 2013, le collectif a arrêté cette décision en se basant sur deux raisons majeures, à savoir :

le non-paiement des heures de vacation et des heures supplémentaires de l'année académique 2010-2011 bloquées au bureau de la solde depuis 2013 ainsi que le non-respect des engagements pris le ministre

des Sports et de l'Éducation physique et celui de la Jeunesse et de l'Éducation civique, concernant les primes et indemnités spécifiques pour les cadres de la Jeunesse et de l'Éducation civique, des Sports et de l'Éducation physique en date du 14 janvier 2013, lors de la concertation gouvernement-syndicat.

Jean Jacques Koubemba

## JUSTICE

## L'ex-colonel Marcel Ntsourou auditionné par le juge d'instruction

**Après son arrestation, le 16 décembre 2013, avec près d'une vingtaine de ses éléments, l'ex-colonel Marcel Ntsourou a été auditionné par le juge d'instruction le 15 janvier 2014, au palais de justice de Brazzaville.**

Les passants brazzavillois ont été impressionnés par l'important dispositif sécuritaire placé aux alentours du palais de justice de Brazzaville. Les commentaires allaient bon train. Les engins de la police de répression anti-émeute placés de part et d'autre de l'avenue menant au palais de justice attiraient l'intérêt des curieux et autres habitants de la zone.

D'après nos renseignements, l'ex-colonel Marcel Ntsourou, impliqué dans les événements du 16 décembre dernier, devait être auditionné par le juge d'instruction. Les déclarations que le prévenu a faites lors de cet entretien avec le juge d'instruction n'ont pas été rendues publiques. Secret de justice oblige. Rappelons qu'il y a quelques jours, l'avocat de Marcel Ntsourou, Me Ambroise Hervé Malonga, se plaignait des conditions de détention de son client bien que sa culpabilité n'ait pas encore été établie clairement.

« *Même si mon client est un bandit*

*comme le dit la Force publique, il mérite d'être bien traité. Le Congo est un pays de droit où le dialogue doit être le seul moyen de résoudre les différends* », a déclaré Ambroise Malonga. Et d'ajouter : « *Aucun avocat ni un médecin n'a pu prendre contact avec mon client et ses prétendus complices. Aucun juge ne paraît avoir été désigné.* » Par ailleurs, concernant les responsabilités de son client, Me Hervé Malonga a répondu à une question d'un journaliste sur les articles et autres publications signés de l'ex-colonel Marcel Ntsourou : « *Officier de rang supérieur, il est responsable de ses actes. Même si le contenu de ses écrits a été préjudiciable, la loi prévoit des mécanismes pour le rétablir dans ses droits.* »

Il faut signaler qu'à la fin de la conférence de presse, Me Hervé Malonga a reçu une lettre par laquelle le procureur de la République annonçait l'ouverture d'une procédure de crime flagrant engagée contre l'ex-colonel Marcel Ntsourou. La justice demandait en effet à Me Malonga de se munir des documents attestant qu'il était désigné comme son conseil.

Roger Ngombé

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 003/MSP/PRHBG/2013**

*POUR LA FOURNITURE, LE TRANSPORT, L'INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX ET NON MÉDICAUX, DES MOBILIERS ET MATÉRIELS MÉDICAUX ET NON MÉDICAUX DESTINÉS À L'HÔPITAL BLANCHE GOMES (Phase 2)*

**1.**Le gouvernement de la République du Congo, la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) et le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) ont conclu des accords de prêt, destinés à contribuer au financement de la deuxième phase de l'hôpital Blanche Gomes.

Le Gouvernement a l'intention d'affecter une partie des Financements aux paiements éligibles dans le cadre du contrat visé par le présent Appel d'Offres (« AO »). Tous les paiements effectués dans le cadre du contrat envisagé seront soumis, à tout égard, aux Termes et Conditions de l'accord et des documents connexes, y compris les restrictions d'utilisation des Financements et les conditions de décaissement des Financements. Aucune partie, autre que le Gouvernement ne peut se prévaloir de droits conférés par l'accord ni prétendre au produit du Financement.

**2.**La Cellule d'Exécution du Projet invite, par le présent appel d'offres international, les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé et cacheté, pour la fourniture, le transport et l'installation des équipements médicaux et non médicaux, des mobiliers et matériels médicaux et non médicaux destinés à l'hôpital Blanche Gomes en lot unique

**3.**Le processus se déroulera conformément aux procédures de la BADEA ou / du système international d'appel d'offres

**4.**Les candidats intéressés remplissant les conditions requises peuvent obtenir un complément d'informations auprès de la Cellule d'Exécution du Projet et peuvent examiner /acquérir le dossier d'appel d'offres à l'adresse indiquée ci-après de lundi à vendredi entre 10h et 15h 00.

**5.**Les candidats intéressés peuvent acheter, un jeu complet des documents d'appel d'offres rédigés en français, à partir du 04 Décembre 2013 à l'adresse ci-après, moyennant paiement d'un montant non remboursable de 250 000 francs CFA ou d'un montant équivalent en monnaie librement convertible. Le paiement pourra s'effectuer en espèces au siège du projet.

**6.**Les offres exprimées en hors toutes taxes (HTT) doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après au plus tard le 11 Février 2014 à 13 heures précises (heure locale). L'offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre d'un montant de Quatre vingt millions (80 000 000) francs C FA. La garantie de l'offre peut être libellée dans une monnaie librement convertible ou d'une garantie bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC). Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

**7.**Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le 11 février 2014 à 15 heures 30 minutes à l'adresse indiquée ci-après :

Projet de Réhabilitation de l'Hôpital Blanche Gomes  
Cellule d'Exécution du Projet  
Bureau du Coordonnateur  
Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO  
Tel : (+242) 05 566 60 64 / 06 666 60 64  
E-mail : mahima\_nicolas@yahoo.fr  
Centre -ville / Brazzaville -CONGO.

**Fait à Brazzaville, le 02 décembre 2013**

**Le Coordonnateur  
Nicolas MAHIMA**



## Idées-forces sujet en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

### Au sujet du Ballon d'or Fifa 2013...

1- « Avec cette élection se valide le choix de l'excellence individuelle et la consécration du joueur comme objet de marque mondial sur pattes. (...) Eu égard aux titres et au mérite de son équipe, Franck Ribéry aurait naturellement mérité le trophée. Mais le Ballon d'or est juste une distinction individuelle pour le meilleur de tous, pas pour le meilleur du meilleur collectif. »

Frankfurter Allgemeine Zeitung, quotidien allemand, dans sa parution du 14 janvier 2014

2- « Le palmarès a toujours été important pour désigner le vainqueur. On dirait que les critères ont changé, il faut l'accepter, même si c'est surprenant et décevant pour Franck »

Jean-Pierre Bernès, ancien dirigeant français de football, actuel agent de footballeurs, dans l'émission J+1, sur Canal + Sport

3- « Je n'ai rien à réclamer, ni aucune excuse à avancer. Je ne sais pas si cela aurait été différent sans mes blessures. J'ai été longtemps absent, ça c'est la vérité. Cristiano a mérité la victoire. »

Lionel Messi, quatre fois "Ballon d'or" sur le site de la Fifa

4- « Je suis déçu pour Ribéry. Donc l'an prochain, on va revenir et ce sera Ronaldo-Messi, puis dans deux ans Messi-Ronaldo, dans trois ans Ronaldo-Messi ? Pendant 50 ans, le Ballon d'or a tenu compte du palmarès sur le terrain. Là, c'est plutôt basé sur la performance globale des joueurs, et ça pose problème. Même si Ronaldo est un très grand Ballon d'or. Il y a un petit quelque chose qui a changé dans le Ballon d'or depuis qu'il est passé à la Fifa. »

Michel Platini, président de l'Uefa, ancien « Ballon d'or » français, au micro de L'Équipe 21, cité par le site de Jeune Afrique.

5- « Le Ballon d'Or aurait été génial, pour les fans, pour le club, pour ma femme. Mais pour moi, ce n'est pas le plus important. Je suis content que l'affaire soit mise sur la table. Maintenant, je vais à nouveau gagner tous les titres possibles cette saison avec le Bayern. »

Franck Ribéry, footballeur français évoluant à Bayern (Allemagne) dans Le Nouvel Observateur du 14 janvier 2014

## ACTION HUMANITAIRE

# Environ 53 112 réfugiés rapatriés du Congo en 2013

**La directrice générale de l'action humanitaire, Alice Tsoumou Mpili Gavouka, a indiqué récemment à Brazzaville que 53 112 réfugiés, en majorité les Congolais de la République démocratique du Congo (RDC) basés dans le département de la Likouala, au nord du pays, avaient été rapatriés l'an dernier.**

Avec l'afflux des autres réfugiés qui arrivent de la République centrafricaine, a rappelé la directrice générale, le rapatriement des Congolais de la RDC est quelque peu laissé de côté. S'agissant de la situation des 8 000 ex-réfugiés rwandais ayant perdu leur statut depuis le 30 juin, date de la fin de la clause de cessation, elle a rappelé que les conventions et les ac-

cords signés par le Congo n'autorisaient pas l'expulsion des réfugiés. Ils ont, a-t-elle indiqué, le choix entre trois options : le rapatriement volontaire, l'intégration locale et l'exemption de la clause. « Pour ce qui est du rapatriement volontaire, sur les 8 000 ex-réfugiés rwandais, il n'y en a que 19 qui se sont prononcés pour repartir au Rwanda ; pour les autres, il faudrait des conditions. Certains ont demandé l'intégration locale. C'est ainsi que nous sommes butés à un problème très grave, parce que pour qu'il y ait intégration locale, il faut que le Congo appose un visa sur un passeport, un titre de résident. Or pour qu'il ait titre de résidence sur un passe-

port, il faut que celui qui le demande soit détenteur d'un passeport de son pays », a expliqué Alice Tsoumou Mpili Gavouka.

**73 Congolais de l'étranger rentrés au pays**  
La direction générale de l'action humanitaire a enregistré, en 2013, le retour au pays de 73 Congolais. Selon elle, la particularité est que, cette fois, ils sont venus d'Afrique du sud, des Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays alors qu'avant les Congolais provenaient essentiellement du Gabon. Concernant le budget attribué à cette direction, elle a indiqué qu'au 31 décembre 2013 seulement 37,99% avaient été décaissés.

Parfait Wilfried Douniama

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

# L'ONU confirme des violations des droits de l'homme

**Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié, le 14 janvier, les conclusions préliminaires d'une enquête ouverte en décembre dernier.**

Le document fait état d'une série de violations « généralisées » des droits de l'homme et de représailles, parmi lesquelles des exécutions extrajudiciaires, des violences sexuelles, des mutilations, des disparitions forcées, des mauvais traitements, des viols et des attaques délibérées contre des civils en raison de leur religion. « En dépit d'importants efforts pour la réconciliation à Bangui, la situation demeure extrêmement instable et dangereuse. Sans une intervention sérieuse, d'autres attaques, y compris des atrocités à grande échelle telles que celles qui se sont déroulées le 5 décembre, pourraient bien se reproduire », a averti la haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay.

Toutefois, elle a dissuadé les nouvelles autorités de recourir à une politique de « tirer pour tuer », en précisant qu'« il est essentiel que la réponse du gouvernement ne viole pas le droit international relatif aux droits de l'homme. » Le HCDH a documenté de nombreux meurtres extra-judiciaires perpétrés à Bangui, suite au lancement d'une attaque coordonnée par les forces anti-balaka. Lors de ces affrontements, les forces anti-balaka ont tué des membres des forces ex-Séléka en prenant pour cible des civils musulmans, dont des femmes et des enfants.

De nombreuses exécutions extra-

judiciaires ont aussi été commises par des forces ex-Séléka, qui auraient détenu des civils de sexe masculin, dont de jeunes garçons, et les auraient exécutés au camp Kassai. Ils auraient aussi recherché et exécuté des hommes et des garçons dans des hôpitaux, où des patients sévèrement blessés recevaient des soins.

L'équipe onusienne a documenté également des attaques contre des lieux de cultes impliquant des anti-balaka attaquant des lieux de culte musulmans.

Elle a notamment établi que, le 7 décembre 2013, deux personnes déplacées internes de l'église Saint-Paul à Bangui auraient été tuées par les forces ex-Séléka, à dominante musulmane. Le 13 décembre, huit civils chrétiens et musulmans ont aussi été tués dans différents quartiers de Bangui.

Les conclusions préliminaires suggèrent que le déploiement des troupes françaises et le renforcement des forces africaines de maintien de la paix, ainsi que le cantonnement consécutif de combattants ex-Séléka ont, dans une certaine mesure, empêché d'autres attaques à grande échelle par des ex-Séléka contre des anti-balaka et des civils chrétiens.

Cependant, la mission a reçu de nombreux rapports indiquant que le désarmement des ex-Séléka mené par les forces françaises aurait laissé certaines communautés musulmanes vulnérables aux représailles des anti-balaka. Divers incidents se sont déroulés à Bangui, au cours desquels des anti-balaka ou des foules hostiles ont pris pour cible et tué des ex-Séléka désarmés et leurs familles.

« L'état généralisé de non-droit et les violations flagrantes des droits de l'homme mis en exergue dans ces conclusions préliminaires confirment la nécessité d'une action urgente », a dit Navi Pillay.

Le compte-rendu définitif de l'enquête ainsi qu'une mise à jour de la situation des droits de l'homme seront donnés lors de la session spéciale organisée par le Conseil des droits de l'homme qui se déroulera le 20 janvier à Genève.

**2,6 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire**

C'est ce qui ressort d'un rapport d'évaluation sur la situation humanitaire en République centrafricaine, publié par le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Office des Nations unies pour la Coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Le PAM a déclaré qu'il était préoccupé par la détérioration de la sécurité dans le nord-ouest du pays. L'accès aux personnes dans le besoin est limité en raison de nouvelles vagues de violence. Les priorités concernent la santé, la nourriture, l'eau et l'assainissement.

À l'issue d'une visite de quatre jours en République centrafricaine, le directeur des opérations d'OCHA, John Ging, a appelé la population à l'unité. Il a déclaré que les acteurs humanitaires avaient multiplié leurs activités, mais que les besoins avaient fortement augmenté. John Ging s'est dit préoccupé par la dégradation de la situation humanitaire et a appelé les bailleurs de fonds à l'aide.

Yvette Reine Nzaba

**BONNE ANNÉE - 2014**

**POUR VOS CADEAUX  
EN PEINTURE, SCULPTURE,  
CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :  
UNE SEULE ADRESSE :  
LE MUSÉE GALÉRIE  
DU BASSIN DU CONGO**

**LE MUSÉE DU BASSIN DU CONGO  
SIS DANS L'ENCEINTE  
DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE**





**Assurances et Réassurances du Congo**

**40<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE 1973 - 2013**



**Soyez rassurés, vous êtes bien assurés**

Assurances et Réassurances du Congo  
A Brazzaville : 222 01 40 87 - A Pointe-Noire : 222 94 12 90 - Et chez tous nos agents généraux

**40 ans** d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

*Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble*

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg

# AMIC Télécom

**Fournisseur d'accès Internet**

Installez l'internet + un routeur Wifi à **149,000 FCFA** gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

**Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo**  
 Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81  
 Email: Support@amc-telecom.com




**Ordinateur portable HP COMPAQ**

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an

**+ 1 sac offert**



**225.000 FCFA HT**

Merci en paiement au comptant. ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60  
 POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Raccal - Tel: 04 463 63 63 - 06 953 87 89




**Promo de Décembre en consos Canon**

Toner CEXV 18 pour Canon IR1018/IR1020/IR1022/IR1024

**à 19 500 FCFA**



Toner CEXV 5 pour Canon IR1600/IR1610/IR2000/IR2010

**à 29 900 FCFA**



Toner CEXV 7 pour Canon IR1210/IR1230/IR1330/IR1370/IR1510/IR1530/IR1570

**à 8 950 FCFA**



Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60



**HSIET CONGO DEVELOPPEMENT**

Tel: 06 699 3688 / 06 600 8865, Adr: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz




**1 400 000F TTC**



**23 500 000F TTC**



**2 000 000F TTC**



**32 900 000F HT**



**41.200 000F HT**

\* Stock disponible à Brazzaville TTC

\* S.A.V. et Suivi en permanence

\* GARAGE professionnel à MAFOUTA

\* Pièces d'origine usine garantie

VENTE ENTRETIEN PIECE DE RECHANGE REPARATION



## MOT DE L'ÉCONOMIE

## C'est quoi le Produit intérieur brut (PIB) ?

## Généralités et définition

Le Produit intérieur brut (PIB) est l'un des agrégats majeurs des comptes nationaux. En tant qu'indicateur économique de mesure de la production économique réalisée à l'intérieur d'un pays donné, le PIB vise à quantifier, pour un pays et une année donnée, la valeur totale de la production de la richesse effectuée par les agents économiques résidents à l'intérieur de ce territoire (ménages, entreprises, administrations publiques).

Un pays a besoin des ressources pour fonctionner. Il faut une production car celle-ci engendre de la richesse. La somme de ces richesses n'est autre que le Produit intérieur brut (PIB). Le PIB est aussi ramené par habitant (le PIB per capita). Il s'agit de mesurer le niveau de vie. Et pour le faire, on l'indexe par le nombre d'habitants. Ainsi on pourra soutirer le niveau de vie d'une population, en dehors de l'indice du développement humain.

De ce calcul est extrait le revenu par habitant. Le PIB par habitant devient un indicateur qui permet de mesurer le niveau de la richesse que possède chaque habitant d'un pays. Systématiquement, à partir du PIB on peut mesurer les performances d'un pays.

Les institutions de Bretton Wood considèrent un pays comme « développé » lorsqu'il dépasse les 20.000 dollars américains de PIB par habitant.

L'appellation exacte du PIB est « Produit intérieur brut aux prix du marché. »

## Origine du PIB

Le PIB est une trouvaille américaine. Lorsque Simon Kuznets crée une comptabilité nationale aux États-Unis, il invente le « produit intérieur brut » en 1934 afin de mesurer l'effet de la grande Dépression sur l'économie.

## Le niveau de variation

Le PIB est lié à la croissance. Les biens et les services constituent la richesse d'un pays. Il mesure le niveau général de la santé d'une économie. D'une année à une autre, il peut varier dans un sens comme dans l'autre.

Lorsque le PIB est positif, sa variation est appelée croissance alors que lorsqu'il varie négativement, on parle de décroissance. Mais le cas de variation négative ne signifie pas « crise ».

La crise surgit lorsque la chute peut entraîner des conséquences sur le bien-être de la population (chômage, diminutions des devises étrangères dans les banques, ...).

Par ailleurs, le taux de croissance s'exprime en pourcentage. Exemple : le PIB était de 10 en 2012 et il est passé à 12 en 2013. En résumé, on se retrouve avec un taux de croissance qui se situe à 5%.

Si en 2014 le PIB passe à 13, on parlera de croissance ralentie en comparaison aux années antérieures.

## Élément de comparaison

Le PIB inclut la richesse produite à la fois par les nationaux et les entreprises étrangères. Par contre le PNB (Produit national brut) ne prend pas en compte la production venant des étrangers qui vivent dans un pays. Le PNB inclut aussi la production des citoyens d'un pays même quand ils vivent à l'étranger.

En récapitulatif, le PNB mesure les richesses créées à travers le monde par les acteurs économiques de même nationalité. Dans le cas du Congo, le constat fait ressortir un PNB toujours faible car il n'existe pas assez d'entreprises congolaises à l'étranger comparé à la France par exemple qui inscrit les richesses créées par la société pétrolière Total dans son PNB.

## Comment se calcule-t-il ?

L'économie de façon générale se fait entre deux pôles, celui de l'offre et de la demande. Les deux convergent dans un marché (lieu de la confrontation) et au centre se place le prix qui intervient pour la sanction.

Lorsque l'offre est supérieure à la demande les prix baissent. Quand la demande est supérieure, c'est le schéma inverse. Ainsi le calcul du PIB obéit à cette dynamique. Le PIB est calculé chaque année selon l'optique choisie (demande/ offre).

Si l'on considère celle de la demande, la formule est : PIB = à la somme des valeurs ajoutées augmentée de la TVA grevant les produits et les droits de douanes diminués des subventions à l'importation.

Nancy France Loutoumba

## VATICAN

## La diplomatie du pape François place l'Afrique dans ses priorités

**Paix en Centrafrique et au Soudan du Sud, dialogue entre les religions au Nigéria, lutte contre la pauvreté : le chef de l'Église catholique a formulé une série de vœux pour l'Afrique en 2014**

C'est en début de semaine qu'est intervenue, au Vatican, la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An au pape. Les ambassadeurs des 180 pays accrédités au Saint-Siège, dont ceux des deux Congo, ont été accueillis dans la salle de Régie. Pour bon nombre d'entre eux, c'était la première rencontre avec le pape argentin élu en mars dernier. Nouveau pape, nouveau style, nouvelle approche des problèmes aussi, même si l'Église catholique reste constante dans son message de solidarité et fraternité entre tous les peuples.

« Je souhaite que l'attention de la communauté internationale contribue à faire cesser les violences, à rétablir l'état de droit et à garantir l'accès de l'aide humanitaire, même dans les zones les plus reculées du pays », a d'emblée dit le souverain pontife parlant de la République centrafricaine. Alors que les violences ont fait craindre une grave confrontation entre musulmans et chrétiens cen-

trafricains, le pape a réaffirmé que, pour leur part, les chrétiens en Afrique « sont appelés à témoigner de l'amour et de la miséricorde de Dieu : il ne faut jamais renoncer à faire le bien, même quand c'est difficile et quand on subit des actes d'intolérance ou même de vraies persécutions ».

Le pape a aussi évoqué le Nigéria, pays saigné par le harcèlement continu de la secte islamiste Boko Haram contre les chrétiens. Il a noté, en le déplorant, que « dans de grandes zones de ce pays, les violences ne cessent pas et beaucoup de sang innocent continue à être versé. » Il a parlé du Soudan du Sud où doivent cesser les violences et les combats fratricides, encourageant à une solution de paix par le dialogue aujourd'hui difficilement ouvert à Addis-Abeba. Il a aussi parlé de la faim qui contraint « des multitudes » de personnes à fuir « en particulier dans la Corne de l'Afrique et dans la Région des Grands Lacs ».

« Beaucoup, a dénoncé le chef de l'Église catholique, vivent en déplacés ou en réfugiés dans des camps où ils ne sont plus considérés comme des personnes, mais comme des numéros anonymes. D'autres, avec l'espérance d'une

vie meilleure, entreprennent des voyages de fortune, qui, bien souvent, se terminent tragiquement [...]. La brève visite que j'ai faite à Lampedusa en juillet dernier, pour prier pour les nombreux naufragés en Méditerranée, est encore vive dans ma mémoire. Malheureusement, il y a une indifférence générale devant de semblables tragédies, signe dramatique de la perte du sens de la responsabilité fraternelle, sur lequel est basée toute société civile. » Les vœux des ambassadeurs, présentés en leur nom par leur doyen, l'ambassadeur de Monaco, sont intervenus à quelques heures de l'annonce par le Vatican de la signature d'un accord de coopération bilatérale avec le Cameroun. La diplomatie vaticane, très soucieuse de l'Afrique – et même de l'Afrique centrale ces jours-ci -, a voulu ainsi tracer le cadre juridique de l'activité de l'Église auprès de Yaoundé pour le bien commun de tous les Camerounais. C'est en tout cas ainsi que les signataires, le nonce apostolique Piero Pioppo pour le Vatican et Pierre Moukoko, ministre des Affaires étrangères pour le Cameroun, ont défini ce texte qui comporte neuf articles, est-il précisé.

Lucien Mpama

## LU POUR VOUS

## Égypte : la presse commente l'éventuelle candidature du général Al-Sissi

**Après avoir appris que le général égyptien al-Sissi, architecte en chef de la destitution du président islamiste Mohamed Morsi, pourrait annoncer sa candidature à l'élection présidentielle après les résultats du référendum de mardi et mercredi, la presse francophone consacre ces derniers jours une bonne partie de ses colonnes à ce sujet.**

Al-Ahram, le quotidien égyptien, souligne que plus le temps passe, plus la surenchère sur la probable candidature du général Abdel-Fattah al-Sissi à la tête de l'Égypte s'échauffe. Il revient sur la déclaration de l'homme fort d'Égypte et cite en partie ses propos sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle : « Si je dois déclarer ma candidature, il faut qu'il y ait une demande du peuple en ce sens et un mandat de mon armée. »

Le Figaro commente cette actualité en ces termes : « Il sera donc candidat à la présidentielle, si le peuple le réclame. Avec son képi sur la tête et son torse bardé de médailles, le général Abdel Fattah al-Sissi ne fait désormais plus mystère de briguer le poste de chef de l'État. » Et le journal d'ajouter : « Pour beaucoup, il aurait d'ailleurs de grandes chances de l'emporter dans cette Égypte marquée par trois ans de remous post-révolutionnaires et minée par une sévère crise économique. L'absence de véritable icône politique dans un pays hanté par le mythe du "pharaon" et où la notion de démocratie est encore très fragile joue également à son avantage. "Notre pays a besoin d'un homme fort

pour nettoyer le chantier laissé par Morsi. Sissi constitue notre unique sortie de secours", avance sans détour Tamer, un chauffeur de taxi.

Des propos régulièrement entendus dans les rues du Caire, où la photo du général de 59 ans, ancien chef du renseignement militaire, se décline sous une multitude de formes : posters habillant les devantures d'épiceries, affiches collées sur les pare-brise, tasses à café. En centre-ville, on vend même des chocolats à son effigie. Mais candidat ou pas, al-Sissi a déjà assuré ses arrières - au grand dam des jeunes révolutionnaires qui s'inquiètent du pouvoir des militaires. La nouvelle loi fondamentale, qui donne la part belle à l'armée, stipule en effet que la nomination du ministre de la Défense devra se faire durant huit ans avec l'accord du puissant Conseil suprême des forces armées. »

L'auteur de l'article du Nouvel Observateur publié à Paris sur le même sujet note ce qui suit : « Depuis des semaines, la candidature à la présidence de celui qui jouit d'une très grande popularité depuis qu'il a annoncé la destitution de Mohamed Morsi, et dont les portraits ornent les rues, les boutiques et certaines administrations, est sur toutes les lèvres. Une grande majorité de la population soutient le nouveau pouvoir et Abdel Fattah al-Sissi dans l'implacable répression menée contre les islamistes, en particulier contre les Frères musulmans. L'influente confrérie de Moha-

med Morsi avait remporté toutes les élections depuis qu'une révolte populaire début 2011 a chassé du pouvoir le président Hosni Moubarak, lui aussi issu de l'armée, après 30 ans de règne absolu. »

« Les discussions autour de la candidature du général Abdel-Fattah al-Sissi, ministre de la Défense et vice-Premier ministre, à la présidence, suscitent une vaste polémique, entre affirmations médiatiques et négations officielles. Ce qui dévoile que cette question ne sera pas tranchée aisément et que cela ne se fera pas tout de suite », fait remarquer pour sa part Al-Watan.

Le quotidien algérien relève en outre que le général Abdelfatah al-Sissi répondait à une sollicitation des officiers participant à une conférence organisée par l'état-major de l'armée. Il précise : « Al Sissi n'a pas dit oui, mais il l'a suggéré [...]. Le vice-Premier ministre s'en est pris au courant islamiste [les Frères musulmans] qu'il dit avoir averti quand il était chef des moukhabarate et affirme qu'ils ne pouvaient pas réussir au pouvoir. « Leur problème est qu'ils ne savent pas que l'islam de la Jamaa ne pourra pas réussir à gérer un État », attaque le général. Et d'accuser les Frères musulmans "d'intégrisme" en ce qu'ils refusent d'après lui les "nouvelles idées". « Ils vont rendre des comptes à Dieu pour les destructions, les tueries et la mauvaise image qu'ils ont donnée de l'islam dans de nombreux pays », tonne al-Sissi, contre les "Frères". »

Nestor N'Gampoula



## DIPLOMATIE

## François Hollande : « La France n'a pas vocation à choisir les dirigeants africains, ce temps-là est révolu »

**Pour la troisième conférence de presse de son mandat, le 14 janvier, le chef de l'État français, François Hollande, était avant tout attendu sur la politique économique qu'il avait esquissée lors de ses vœux. En matière internationale, il a évoqué le couple franco-allemand, l'engagement de la France au Mali et en Centrafrique, et n'a pu échapper par ailleurs aux questions sur sa vie privée.**

Un pacte de responsabilité avec les entreprises pour que la France « retrouve sa force économique » François Hollande a détaillé son pacte de responsabilité décliné en quatre points : la poursuite de l'allègement des prélèvements pour les entreprises ; la modernisation de la fiscalité des entreprises pour favoriser l'investissement et l'emploi ; la simplification des normes et procédures en matière d'embauche, d'insertion des jeunes, d'emploi des seniors et de formation. « Si la France veut garder son influence dans le monde, peser sur le cours de l'Europe, elle doit impérativement retrouver sa force économique », a-t-il souligné Hollande, ajoutant : « Le temps est venu de régler le principal problème de la France, sa production. C'est sur l'offre qu'il faut agir. »

### Vie privée et statut de la première dame

Le magazine Closer a publié la semaine dernière un article sur la vie privée du président, au centre d'un tumulte médiatique. Interrogé sur la création possible d'un statut de première dame, François Hollande a répondu par la négative : « Il n'y a pas de statut du conjoint du chef de l'État, il n'y en a jamais eu. Il y a une pratique [...]. Ce qui est essentiel, c'est la transparence, c'est que les moyens qui lui sont consacrés doivent être connus. »

Exprimant son indignation sur les révélations de Closer, une « violation [qui] touche une liberté fondamentale, à savoir le respect de la vie privée et de la dignité des

personnes », il s'est déclaré opposé aux « lois de circonstance ». Interrogé sur sa sécurité, il a répondu : « Partout et à tout moment, ma sécurité est assurée [...] y compris lorsque je me déplace à titre privé ».

### La relance de l'axe Berlin-Paris

Saluant le « premier pas » que représente l'instauration d'un salaire minimum en Allemagne, François Hollande a fait trois propositions pour relancer les relations avec Berlin avant le prochain conseil des ministres franco-allemand qui, a-t-il annoncé, se tiendra en France le 19 février. La première concerne « une convergence économique et sociale ». Il a en particulier évoqué l'harmonisation des règles fiscales, « notamment pour les entreprises ».

Le deuxième chantier concerne la coordination des politiques énergétiques. Il a souhaité la création d'« une grande entreprise franco-allemande pour la transition énergétique », « un grand enjeu pour l'Europe », pour lequel la France et l'Allemagne doivent « montrer l'exemple ».

Enfin, François Hollande a plaidé pour l'Europe de la Défense avec en première ligne le « couple franco-allemand ».

### Les interventions françaises au Mali et en Centrafrique

Alors que la France est engagée au Mali et en Centrafrique, le chef de l'État a reconnu que « tout n'est pas réglé ». « Au Mali, ou Centrafrique, nous avons agi avec les Africains. Et nous avons été soutenus par les Européens. Pourquoi la France a-t-elle été la première ? Car elle a des sources prédisposées sur le continent africain. Si nous n'étions pas intervenus, personne ne l'aurait fait. Aucun pays européen n'aurait eu les forces pour le faire. Nous sommes une puissance qui a les moyens de porter des messages. La France a un outil de défense qu'elle entretient. L'enjeu, c'est de faire en

sorte que la France reste une grande puissance », a-t-il souligné. Il a assuré que l'opération Serval au Mali allait très bientôt s'achever : elle comptera 1 600 soldats fin février et 1 000 à la fin du printemps. « Voilà ce qu'est une intervention utile, où la France a pu être à sa place », s'est-il félicité.

Il a aussi précisé que les forces armées françaises étaient « en capacité de lancer une frappe en Syrie », si les Nations unies en avaient fait la demande, arguant que « peu de pays peuvent avoir cette souveraineté ».

Concernant la Centrafrique, il a assuré : « Nous n'interférons pas dans le choix des dirigeants centrafricains. C'est la responsabilité des Centrafricains, aidés par les pays voisins, a-t-il souligné. Nous, la France, nous veillons à ce qu'il puisse y avoir l'arrêt des exactions, des violences et des affrontements interreligieux. »

Excluant un renforcement du dispositif militaire français, il a rappelé : « Une force de maintien de la paix sera, à un moment, décidée et viendra prendre le relais. Alors, nous avons espoir que progressivement l'apaisement revienne, le désarmement puisse se produire et la transition politique également. »

« Je veux terminer avec ce qui était depuis quarante ans la politique de la France [...]. C'est fini ! Ce que je veux, c'est sauver la population », a conclu François Hollande.

### François Hollande a besoin de la diplomatie du pape François

Le chef de l'État sera reçu par le pape François le 24 janvier « en tant que chef d'État rendant visite à un autre chef d'État ». Une visite qu'il juge utile sur nombreux sujets, citant par exemple le dossier syrien, les négociations israélo-palestiniennes, la situation des chrétiens d'Orient ou la conférence sur le climat en 2015 qui se tiendra à Paris.

Noël Ndong

## Les Brèves du monde

### Algérie : le président Bouteflika en France pour un contrôle médical

Abdelaziz Bouteflika, 76 ans, était mardi à nouveau hospitalisé au Val-de-Grâce à Paris, à trois jours seulement de la date butoir pour la convocation du corps électoral en vue de la présidentielle d'avril pour laquelle il n'a pas encore dit s'il briguerait un quatrième mandat. Dans la matinée, l'agence nationale APS avait indiqué que, « sauf cas de force majeure », le président Bouteflika convoquerait le corps électoral pour l'élection présidentielle « entre le 16 et le 17 janvier ». La présidence, qui a annoncé l'hospitalisation, a aussi voulu rassurer, affirmant que le chef de l'État resterait à Paris jusqu'à vendredi et « qu'aucune procédure d'urgence n'a dicté ce déplacement ». « Pour parachever son bilan de santé, initié à Alger, et dans le cadre d'une visite médicale routinière de contrôle, arrêtée et programmée depuis le mois de juin 2013, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, séjourne à l'hôpital Val-de-Grâce, depuis lundi 13 janvier 2014 et ce, jusqu'au vendredi 17 janvier 2014 », précise le communiqué, cité par l'APS.

### Égypte : un référendum en forme de plébiscite pour le chef de l'armée

Les Égyptiens se sont exprimés sur une nouvelle Constitution mardi, au premier jour d'un référendum sous haute sécurité considéré comme un plébiscite pour le chef de l'armée Abdel Fattah al-Sissi, qui a destitué le président islamiste Mohamed Morsi. Au Caire, les nombreux votants ont patienté dans le calme comme dans la majeure partie du pays, dans des bureaux de vote gardés par des policiers et soldats lourdement armés, affichant quasi-unanimement leur préférence pour le « oui ». La journée a été marquée par la mort de huit personnes en marge de manifestations des pro-Morsi, lesquels avaient appelé à boycotter le scrutin, et un attentat qui n'a pas fait de victimes dans la capitale. Au moins 140 personnes, dont des membres des Frères musulmans, ont été arrêtées dans la journée pour avoir perturbé les opérations de vote, selon des responsables de sécurité.

### Bésil : 12 morts et 10 disparus dans des inondations

Au moins douze personnes sont mortes et dix portées disparues dans des inondations provoquées par des pluies torrentielles dans la ville d'Itaoca, à 340 km de Sao Paulo (sud-est du Brésil), ont indiqué mardi les autorités. Selon la Défense civile, 332 personnes, soit 10% de la population d'Itaoca, ont dû abandonner leur domicile en raison de la crue du fleuve Palmatal. La journée de mardi, Itaoca était sans électricité ni eau courante et une centaine de maisons ont été endommagées selon les autorités. Une cinquantaine de maisons ont également été touchées dans la ville voisine de Apiai, selon la source. Le gouverneur de l'État de Sao Paulo, Geraldo Alckmin, a parcouru la région inondée lundi et qualifié la situation de « très grave ». La météo prévoit de nouvelles pluies dans la région au cours des prochains jours.

### RDC : le M23 dément être en voie de résurgence militaire

Un responsable de l'ONU avait suggéré, lundi, que l'ancienne rébellion congolaise, qui est censée avoir démobilisé ses combattants, pouvait ne pas respecter le processus engagé. L'ex-rébellion congolaise du Mouvement du 23 Mars (M23) a démenti mardi être en voie de résurgence militaire comme l'avait laissé entendre la veille un responsable de l'ONU. Le mouvement reproche dans un communiqué à Martin Kobler, chef de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco), d'avoir imputé « gratuitement » au M23 « des faits graves et non avérés ». Témoignant lundi devant le Conseil de sécurité de l'ONU, Martin Kobler avait fait état d'« informations crédibles selon lesquelles le M23 a continué de recruter » après avoir mis formellement fin à son conflit avec Kinshasa en décembre et était redevenu actif dans l'Ituri (territoire du Nord-Est de la RDC). « Il ne suffit pas de dire que vos informations soient crédibles pour qu'elles le soient et deviennent opposables à tous, il faut aussi en apporter la preuve », écrit le M23.

Tiras Andang



**Promotion spéciale**

Imprimantes 



**HP LaserJet P1102**  
Imprimante Noir-Blanc (Print)  
Prix : **99.000** TTC



**HP LaserJet CP1525n color**  
Imprimante Color (Print)  
Prix : **279.000** TTC



**HP Deskjet P1050**  
Imprimante Color (Scan - Print - Copy)  
Prix : **59.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO  
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

acer hp DELL TOSHIBA Microsoft APC INVO iPad Onkyi SAMSUNG SONY FUJITSU lenovo



## BOIS ILLÉGAL

La France classée 3<sup>e</sup> importateur européen

**Arbres protégés coupés dans les forêts tropicales pour fabriquer meubles ou parquets : les importations de bois illégal persistent en France, même si elles régressent sous la pression des organisations écologistes et sous l'effet des changements dans l'industrie du bois.**

La loi d'avenir sur l'Agriculture, adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale française, mardi, vise à mettre en oeuvre le règlement européen de mars 2013 contre les importations illégales de bois. Mais "pour l'instant, en pratique, la France a une politique de porte ouverte au bois illégal", estime Alexandra Pardal, directrice de campagne Forêts chez Global Witness.

L'ONG classe la France au 3<sup>e</sup> rang des importateurs européens de bois "à haut risque d'illégalité", même si la proportion effective de bois illégal est difficile à établir. Entre 5 à 15% du bois importé dans l'Union européenne serait concerné selon le ministère de l'Agriculture, 15 à 30% selon Greenpeace. Pour la France, les estimations les plus restrictives, parues dans "Applied Agricultural

and Forestry Research", tablent sur 2 à 6% de bois illégal en 2009.

## Origine de ce bois

Le bois illégal ne provient pas uniquement de zones tropicales, mais il pose des problèmes particulièrement aigus en Afrique. "Dans des pays comme la République démocratique du Congo, (il) rime avec déforestation et violents conflits sociaux (...) C'est aussi un facteur majeur du dérèglement climatique", dénonce Frédéric Amiel, chargé de campagne Forêts chez Greenpeace. Or "l'Afrique reste le principal exportateur de bois tropicaux" vers la France, selon le ministère de l'Agriculture. Le bassin du Congo (Congo, RDC, Gabon...) est une source d'essences rares comme le wengué, le sapelli ou l'iroko. Des bois très durs et imperméables, utilisés pour l'ameublement d'extérieur, les parquets et la marqueterie. "70 à 90% du bois qui sort" de ces forêts est illégal, assure Frédéric Amiel. Pourtant, l'importation de bois tropicaux est en "fort déclin" depuis deux ans avec "une baisse de 20% chaque année", souligne Éric Boilley, le directeur du Com-



Pokola, un site certifié au nord Congo

merce du bois, association regroupant importateurs, agents commerciaux et négociants.

Quelque 2% des grumes consommées en France en 2012 étaient d'origine tropicale et 12% du bois de sciage, selon lui. En cause, les pressions écologistes, mais aussi des raisons "structurelles", explique M. Boilley. Le marché de la menuiserie a reculé sous l'effet de la crise, et les bois tropicaux, très chers, deviennent moins compétitifs que les bois européens et des matériaux comme le PVC.

Les ONG continuent de repérer des lots suspects dans les ports de

Caen, La Rochelle et Nantes, notamment. "Je ne vois pas de diminution de ce flux de commerce", assure Alexandra Pardal, qui a soumis des plaintes contre "4 ou 5 sociétés" depuis mars. Pour alerter les députés, Greenpeace a brièvement saisi la semaine dernière une grume sur le port de Caen, dénonçant une importation frauduleuse de RDC.

Consciente du problème, l'association Commerce du bois oblige depuis 2011 ses membres à adhérer à une charte fixant des procédures très strictes. "Nous avons perdu quelques adhérents qui

n'ont pas voulu y souscrire (...) mais pas des grosses entreprises", promet M. Boilley.

Autre raison d'agir : les fraudeurs "peuvent remporter des marchés" en proposant du bois de "5 à 15%" moins cher, notamment parce que la marchandise n'a pas été taxée, selon M. Boilley. "Nous sommes demandeurs de sanctions car cela risque de pourrir le marché", ajoute-t-il. Si le texte est adopté définitivement après son parcours parlementaire, l'importation de bois illégal pourra coûter jusqu'à deux ans de prison et 100.000 euros d'amende. Les contrôles ne se feront pas aux frontières, mais uniquement aux sièges des entreprises, pour vérifier qu'elles respectent la procédure. Un système qui "permet déjà d'éliminer nombre de fraudes", selon le ministère de l'Agriculture.

"Il n'y a pas d'entreprises qui importent volontairement du bois illégal mais elles ne sont pas forcément très regardantes", d'autant que la filière compte "beaucoup d'intermédiaires", s'inquiète Frédéric Amiel, qui demande un durcissement du texte.

Emmanuelle MICHEL (AFP)

## PERSPECTIVES DE CROISSANCE EN 2014

## 85 % de chefs d'entreprise africains plutôt optimistes

Publiée le 13 janvier à Nairobi (Kenya) par PriceWaterhouseCoopers (PWC) Afrique de l'Est, une étude indique que 85% des PDG africains s'attendent, en 2014, à une croissance de leurs opérations sur le continent, contre 74% chez leurs homologues mondiaux.

L'étude menée par Anne Eriksson se base sur l'interview de 301 PDG des secteurs publics et privés dans dix-neuf pays d'Afrique. Le plus haut niveau d'optimisme revient aux pays de la région d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est, notamment le Ghana (94%), l'Afrique du Sud et le Zimbabwe (90%) et le Rwanda (87%), le Kenya (83%), la Tanzanie

(70%), l'Ouganda (67%) et la Zambie (65%).

Cette confiance serait due au potentiel de croissance de chaque secteur de l'économie africaine, selon Anne Eriksson, le marché africain étant l'un des plus dynamiques du monde.

Pour Peter Ngahu, de PWC, l'Afrique s'est tout simplement élevée dans la hiérarchie des destinations mondiales clés pour les investissements ; aux investisseurs, il revient de comprendre les risques inhérents s'ils veulent réussir. Il a rappelé les obstacles à la croissance, telles que les mauvaises infrastructures, la hausse de la fiscalité, la bureaucratie gouvernementale.

Le directeur de PWC, Steve Okelle,

a indiqué que l'Afrique est la deuxième région du monde, après l'Asie, à enregistrer une croissance rapide, soulignant cependant son déficit en infrastructures, alors que de nombreux pays du continent sont riches en ressources naturelles demandant de lourds investissements en capitaux.

Le responsable du secteur Ressources humaines de PWC, Kuria Muchiru, a relevé un manque de profils qualifiés malgré de nombreux diplômés entrant sur le marché du travail chaque année ; une éducation très académique et un besoin de formation de nouvelles recrues ; et une bataille pour la rétention des meilleurs talents.

Noël Ndong

## PRESSE

## Le journal « Manager Horizon » victime d'un vol

Les bureaux de l'hebdomadaire Manager Horizon, situé sur l'avenue des Seizièmes au Plateau des 15-Ans, dans le troisième arrondissement de Brazzaville, Mougali, ont été cambriolés dans la nuit du 10 au 11 janvier.

Les cambrioleurs ont opéré pendant qu'il pleuvait abondamment sur la ville. Ils ont emporté avec eux trois ordinateurs, deux appareils photos numériques et une somme de 480 000 FCFA qui se trouvait dans un tiroir, témoignent les responsables de l'hebdo-



maidaire. Ces voleurs ont pénétré dans les locaux du journal en défonçant la porte principale.

« Ce qui est étonnant, c'est que mes bureaux se trouvent près du commissariat central de la M'Foa, au Plateau

des 15-Ans, une zone supposée être sécurisée. Nous avons fait une déposition à la police et à la gendarmerie. Une enquête a été ouverte et nous attendons les résultats », explique Habib Ayoka, le patron du Journal.

Les populations environnantes disent que les vols sont devenus récurrents au Plateau des 15-Ans. En décembre 2013, peu avant les fêtes de fin d'année, trois bistros avaient été visités par des voleurs dans le même périmètre.

Tiras Andang

## FESTIVAL TAZAMA

## Plusieurs femmes récompensées à l'issue de la première édition

Le film de la réalisatrice congolaise Annette Kouamba Matondo « De quoi avons-nous peur » a reçu le prix du jury lors de la clôture, le 12 janvier, de la première édition du festival du film des femmes africaines Tazama.

De quoi avons-nous peur était en lice avec trois autres films documentaires, Les Bantous de la capitale de Noëlle Ntsiessie-Kibounou, La cité de l'amie secrète de Fify Solange Kabeya Lukuba, Les traces de Clarisse Muvuba.

Le film distingué par le prix du jury raconte la peur qui devient presque pathologique chez les Congolais de réclamer leurs droits, de dire ce qu'ils pensent, de livrer une information, bref de s'exprimer. Cette hantise empêchant la parole.

Trois autres femmes sont lauréates des trophées Heshima Award décernés par le festival Tazama pour encourager les femmes qui depuis plusieurs années excellent dans le septième art. Il s'agit de la productrice-actrice et réalisatrice Burkinabè Aminata Diallo Glez (Kadi Jolie) ; de Patricia Mouné, directrice du festival Écran Noirs du Cameroun de 2002-2009 ; et de l'actrice franco-sénégalaise Nadège Beausson Diagne.

« Je voulais simplement dire merci à Bassek Ba Kobio, président du festival Écrans Noirs, qui peut témoigner que je suis une femme de l'ombre. Pendant quinze ans, j'ai travaillé au cinéma avant de me lancer dans la mode. On ne m'a pas beaucoup vu, mais j'ai toujours été là car j'aime le cinéma. J'ai toujours œuvré pour un cinéma africain, et je pense qu'il faut plus de femmes, qui travaillent dans les arcanes du cinéma pour que vive le cinéma en Afrique », s'est réjouie Patricia Mouné.

L'enfant endormi de Yasmine Kassari, réalisatrice marocaine, a été projeté en clôture de cette première édition. Sacré meilleur film européen de la sélection officielle de la Mostra de Venise en 2004 et prix du meilleur long métrage décerné dans le cadre de la 21<sup>e</sup> édition du festival Vues d'Afrique, ce film n'a pas laissé les spectateurs indifférents.

Hermione Désirée Ngoma



## RÉSURGENCE MILITAIRE DU M23

## Bertrand Bisimwa contredit Martin Kobler

**L'ex-rébellion a démenti être en voie de se reconstituer militairement comme l'avait laissé entendre la patron de la Monusco.**

L'ex-mouvement rebelle, défait en novembre 2013 par les Fardc appuyées par la Brigade spéciale d'intervention de la Monusco, n'avait pas du tout apprécié les propos tenus lundi par le représentant spécial de l'ONU en RDC devant le Conseil de sécurité faisant état d'un processus de régénérescence du M23 en Ituri en province orientale. Le patron de la Monusco avait même allégué que ce groupe armé recrutait de nouveaux éléments, faisant ainsi fi des accords signés à



Bertrand Bisimwa, président du M23

Nairobi où l'option de sa reconversion en parti politique avait été actée. Des informa-

tions reprises, par ailleurs, dans le dernier rapport encore confidentiel du groupe d'ex-

perts de l'ONU sur la RDC. Pour le président du M23, Bertrand Bisimwa, de telles allégations sont dénuées de tout fondement. Dans un communiqué portant sa signature, le M23 déclare qu'il tient à respecter ses engagements contenus dans ces accords au terme desquels il a officiellement renoncé à sa rébellion pour s'engager dans un processus de démobilisation de ses combattants, réfugiés au Rwanda et en Ouganda. Le M23 reproche à Martin Kobler d'avoir imputé gratuitement le mouvement sur base des « faits graves et non avérés ». S'exprimant à ce sujet, Ber-

trand Bisimwa a tenu à dédouaner son mouvement de l'opprobre : « *Qu'on nous dise là où nous amenons ceux que nous recrutons (...). Nous avons été tous désarmés, cantonnés dans un lieu accessible à tout le monde. Et le nombre de nos militaires est connu de tous* », a-t-il déclaré tout en invitant Martin Kobler à apporter les preuves de ses accusations. Il reste convaincu que la Monusco chercherait à se servir du « fantôme » du M23 pour ne pas combattre les dizaines de groupes armés encore présents en RDC dont elle a reçu mission de neutraliser.

Alain Diasso

## INSÉCURITÉ EN CENTRAFRIQUE

## Près de 600 ressortissants de la RDC ont regagné le pays

**Ces Congolais ont pu traverser la rivière Ubangi et seraient éparpillés actuellement entre la ville de Zongo et le territoire de Libenge dans la province de l'Équateur.**

Le climat reste toujours tendu en Centrafrique. Les violences ont certes baissé d'un cran sur fond de l'élection prochaine du prochain président censé gérer la transition politique, mais les traumatismes générés par les récents affrontements sont encore perceptibles. Les violences perpétrées par les ex-rebelles de la Seleka à la suite du renversement de l'ex-président François Bozizé ont contraint de nombreux Centrafricains et Congolais à traverser la rivière Ubangi pour se réfugier en territoire congolais. Le

nombre des déplacés ne cesse de croître. Pendant que d'autres États ont organisé le rapatriement de leurs ressortissants, les Congolais établis en Centrafrique, eux, ont afflué vers leur ambassade à Bangui. L'ambassade de la RDC en Centrafrique a, en effet, accueilli de nombreuses familles congolaises frappées par ces événements dont certaines ont bénéficié des facilités nécessaires pour regagner le pays sans anicroche. À ce jour, comme l'a indiqué l'ambassadeur de la RDC à Bangui, Gaspard Mugaruka Bin Mubibi, près de six cents ressortissants congolais ont déjà été rapatriés et sont disséminés dans la province de l'Équateur, entre la ville de Zongo et le territoire de Libenge. Environs

quatre-vingt-neuf seraient déjà arrivés dans la capitale Kinshasa. Avec deux cent mille ressortissants dont trente mille présents à Bangui, la RDC a l'obligation de mieux organiser leur rapatriement afin de prévenir tout risque de débordement. Toutefois, a précisé la source, l'on a enregistré le décès d'un sujet congolais dans la foulée des événements de Bangui. À côté des Congolais, plus de 47.000 réfugiés centrafricains sont actuellement pris en charge sur le territoire de la RDC par des organisations humanitaires. Près de 20.000 ont déjà été transférés dans les quatre camps de réfugiés créés par le HCR à l'Équateur et en Province Orientale, indique-t-on.

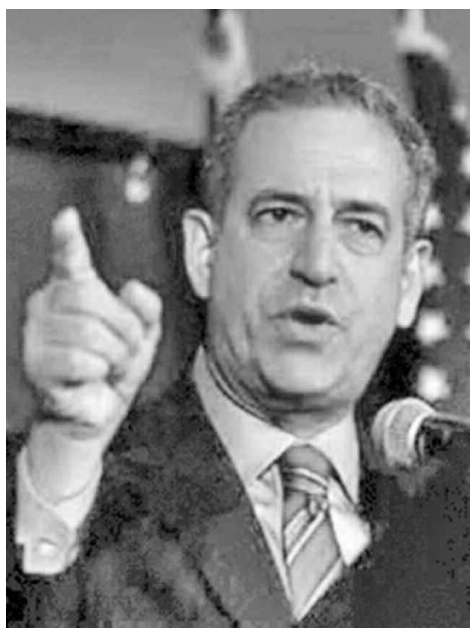
Alain Diasso

## DIPLOMATIE

## Russ Feingold au sommet ordinaire des chefs d'État de la Ciri

**L'envoyé spécial pour la Région des Grands lacs et la République démocratique du Congo (RDC) séjourne au pays d'Eduardo dos Santos depuis le 13 janvier. Ce séjour qui s'inscrit dans le cadre du cinquième sommet ordinaire des chefs d'État de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (Ciri) prend fin ce 16 janvier.**

Après les présentes assises d'Angola, Russ Feingold entend poursuivre son périple actuel en RDC. Il est prévu, au cours de ce voyage un passage à Kinshasa et en provinces. L'agenda du diplomate américain prévoit les visites des villes Lubumbashi, Goma et Bukavu. Il est programmé, à cet effet, des entretiens avec des responsables du gouvernement, de la société civile, des Nations unies et d'autres personnalités qui travaillent à la restauration de la paix en RDC.



Russ Feingold, envoyé spécial pour la Région des Grands lacs et la RDC

Lors de ces différentes entretiens, renseigne un communiqué de l'ambassade des États-Unis, l'envoyé spécial Feingold est censé mettre un accent particulier sur la mise en œuvre des engagements de la RDC en rapport avec l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Par ailleurs, poursuit l'annonce, l'hôte américain porte « une attention particulière à la nécessité de faire progresser les préparatifs des élections locales, ainsi qu'à l'exigence d'organiser l'élection présidentielle vers la fin de 2016 et de garantir l'imputabilité ».

Nioni Masela

## AFRIQUE

## Raffermissement de la croissance économique en RDC et dans la région

**Cette croissance devrait progresser de 5,3% à 5,5%, respectivement, en 2014 et 2016. Et cette projection prouve à suffisance la robustesse des flux d'investissements dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, selon le rapport de la Banque mondiale (BM) "sur les perspectives économiques mondiales, et la nécessité de faire face à la normalisation des politiques des pays à revenu élevé".**

La région a enregistré des investissements "robustes" dans les secteurs des ressources naturelles et des infrastructures. La RDC, par exemple, affiche une croissance élevée portée essentiellement par les mines. Pour la BM, les deux secteurs précités continueront à tirer la croissance de l'ensemble de la région subsaharienne à moyen terme, et ce malgré les effets négatifs de la baisse du cours des produits de base sur les revenus. La mauvaise nouvelle est que les pressions à l'origine de la baisse du cours des produits de base ne sont pas prêtes de s'estomper. Pour autant, l'économie mondiale a entamé une phase de décrispation depuis peu, et les prévisions sont très encourageantes. En effet, la croissance mondiale progresse dans le bon sens, passant de 2,4% en 2013 à 3,2% cette année. Cette tendance est appelée à se consolider, avec des prévisions de croissance établies à 3,5%, respectivement en 2015 et 2016. À en croire la BM, la page sombre de la crise financière mondiale est bien en train de tourner, et les pays à revenu élevé se retrouvent dans une phase d'émergence. Dans les pays à revenu élevé, la croissance passera de 1,3% en 2013 à 2,2% en 2014, avant de s'établir à 2,4%, respectivement, en 2015 et 2016. Pour l'heure, l'économie de la zone américaine (États-Unis) affiche une reprise nette. Cependant, au cours

des dix derniers trimestres, elle a connu un accroissement de son PIB. Dans la zone euro, le deuxième trimestre de 2013 est marqué par le retour d'une croissance positive, avant de connaître ensuite un ralentissement au troisième trimestre de la même année. Prudente, la BM met en garde contre les hésitations encore possibles au cours des prochains trimestres, avant une reprise durable.

Enfin, le Japon, autre principale économie à revenu élevé, a mis en œuvre une batterie de mesures de relance budgétaire et monétaire pour enregistrer une solide reprise conjoncturelle. Dans son analyse, l'institution de Breton Wood a reconnu l'influence exercée par la reprise dans les pays à revenu élevé sur le raffermissement de la croissance dans les pays en développement au cours des derniers mois de l'année 2013. Elle n'a pas minimisé non plus le rebond des grands pays à revenu intermédiaire, comme la Chine et l'Inde. Selon ses projections, la croissance des pays en développement devrait s'établir à 5,3% en 2014, avant d'atteindre 5,5% et 5,7%, respectivement, en 2015 et 2016. Les taux projetés sont certes inférieurs aux projections d'avant la crise financière mondiale, mais il n'y a pas d'inquiétude à se faire à cause de ce ralentissement. Le rapport de la BM s'est également penché sur la mise en œuvre effective cette année des mesures d'assouplissement quantitatif aux États-Unis, et ses effets, notamment l'augmentation des taux d'intérêt à l'échelle mondiale pour atteindre 3,6% au milieu de 2016. Cela ne devrait qu'avoir des répercussions modestes, notamment le fléchissement des entrées de capitaux dans les pays en développement.

Laurent Essolomwa



PROGRAMME **MBOTÉ**

**Mboté !**

**Vous faites partie des privilégiés.**

\*Offre soumise à conditions

**Triplez**  
vos miles  
& **bénéficiez**  
de nombreux avantages\*

Offre  
valable  
Du 06 Janvier  
au 31 mars  
**2014**

## **MBOTE!** Vos privilèges prennent de l'envol

À chaque voyage avec **ECAir**, triplez automatiquement vos miles et vos voyages, évoluez plus rapidement en catégorie et bénéficiez encore plus, des avantages et remises auprès de nos nombreux partenaires.

Il vous suffit de souscrire ou d'être déjà membre du Programme de Fidélité d'**ECAir**.





## TRANSPORT EN COMMUN

## Les bus Mercedes 207 bientôt interdits de circulation au centre-ville

La décision rentre dans le cadre d'une série de mesures prises en matière de circulation routière dans la ville-province Kinshasa.

Les bus Mercedes 207, communément appelés « Esprit de mort », seront interdits de circulation au centre ville de la capitale-congolaise. Cette décision annoncée par le commandant de la Police nationale congolaise (PNC)/ville de Kinshasa, le général Célestin Kanyama, prendra effet dans sept jours, à dater du 14 janvier.

Le général Célestin Kanyama a également informé à ses collaborateurs et les représentants de l'Association des chauffeurs du Congo que les taxi-motos sont aussi interdits de circulations au centre ville. « Les 207, jamais dans la commune de la Gombe. Les taxis-motos, avec trois, quatre, cinq personnes à l'arrière et sans casque, ne peuvent plus pénétrer la commune de la Gombe », a-t-il insisté.

## Des mesures élémentaires

Dans les explications, le commissaire provincial de la PNC a également rappelé certaines mesures élémentaires de la circulation routière. Il s'agit, selon Célestin Kanyama, du port de la ceinture de sécurité, du nombre des passagers, etc. « Dans un taxi, on doit avoir cinq personnes, y compris le chauffeur. Les taxis-bus doivent contenir douze



Des taxis-bus 207, sur le boulevard du 30 juin

personnes. Alors que les chauffeurs doivent attacher leurs ceintures de sécurité. On ne peut pas circuler avec la portière ouverte », a expliqué le commandant de la PNC/Kinshasa. À en croire le général Célestin Kanyama, ces mesures concernent aussi les forces de l'ordre.

Selon ces nouvelles dispositions, les agents des bureaux de renseignements de la police, communément appelés « bureau 2 », sont désormais interdits de saisir des véhicules et d'arrêter des conducteurs dans les parkings, comme cela se constate. Mais aussi les escortes ne seront au-

torisées que pour les autorités qui y ont effectivement droit.

On rappelle que plusieurs mesures sont prises afin d'assainir la circulation dans les rues de la capitale congolaise et de tout le pays, surtout en ce qui concerne le transport en commun. Mais ces décisions souffrent de leur application.

Parmi ces mesures, il y a notamment le nombre de passagers et leur confort, dans les bus et taxis-bus, le port de la ceinture de sécurité, ainsi que nombre de passagers et le port des casques, pour les taxis-motos. Il est, par ailleurs, noté que quelques

avancées ont été réalisées par rapport années dernières. Parmi ces évolutions, il y a notamment la limitation à quatre, du nombre de passagers par banc et le bannissement de l'entrecroisement des jambes. Mais, à chaque mesure, les transporteurs développent une parade en vue de garder leur marge de bénéfice, au détriment des clients.

## Des questions de la population

Cette mesure d'interdiction des taxis-bus 207 du centre-ville a suscité des questions qui traduisent les inquiétudes de la population.

Dans ses analyses, la population se demande, en effet, si des dispositions ont été prises en vue d'assurer la correspondance de ces taxis-bus qui vont l'amener des quartiers périphériques de Kinshasa jusqu'à l'entrée du centre-ville où ces engins sont interdits. « Est-il prévu une nouvelle tarification, pour ces courses ou serions-nous obligés de déboursier le même montant pour ce qui paraîtrait comme du demi-terrain ? », a souligné un Kinois, qui voit en ces mesures une autre façon d'obliger la population à déboursier plus pour arriver au centre-ville. Ces Kinois espèrent également que les deux sociétés de transport en commun, New Transkin et Transco, seront capables de résoudre le problème récurrent de transport à Kinshasa.

Mais, déjà, un receveur de taxi-bus 207 dit être prêt à accepter la tarification que l'autorité urbaine va donner. « Si l'autorité décide de revoir la course à la baisse, on sera obligé d'appliquer cette décision. Sinon, vous serez obligés de payer cinq cent francs congolais, comme vous le payez maintenant pour le trajet complet [qui a son terminus au centre-ville]. », a-t-il soutenu.

En attendant, ces mesures semblent être les bienvenues, du côté de la population, qui ne souhaite que l'amélioration de ses conditions de transport.

Lucien Dianzenza

## FRAUDE TRANSFRONTALIÈRE

## La RDC et le Congo/Brazza cogitent pour la mise en place des stratégies novatrices

Les deux administrations douanières, qui accordent un grand intérêt à la mise en œuvre de l'accord qui les unit, vont mettre en place une plate-forme d'échange d'informations et déterminer les règles d'organisation des patrouilles mixtes.

Au cours de l'atelier ouvert le 14 janvier, les cadres des douanes de la RDC et du Congo-Brazza vont également revenir sur les recommandations formulées lors de la cinquième réunion d'experts qui s'est tenue à Pointe Noire, en République du Congo.

À en croire le représentant du directeur des douanes et accises de la RDC, M. Ngbanda Ekponge, les points inscrits à l'ordre du jour sont d'une importance capitale pour la réalisation des objectifs de deux administrations douanières, à savoir la lutte contre la fraude et la maximisation des recettes du trésor public. Il s'agit de mettre en place une plate-forme d'échange d'informations et de déterminer les règles d'organisation des patrouilles mixtes. Tout en appelant les experts à travailler avec assiduité afin de produire un travail qui sera apprécié par les autorités de deux pays, le représentant du numéro un de la DGDA (Direction générale des douanes et accises) a indiqué que cet échange d'information entre les deux administrations douanières permettra de mieux appréhender le trafic entre les deux pays et éviter la fraude sur les transits. Quant aux patrouilles mixtes, il a précisé qu'elles permettront aux brigades des deux douanes de mieux surveiller la frontière fluide entre la RDC et le Congo-Brazza et appréhender ainsi les trafics frauduleux qui s'y déroulent.

Au regard des enjeux économiques auxquels les deux pays sont confrontés, le directeur des prévisions et des statistiques de la Direction des douanes et droits indirects du Congo-Brazzaville, M. Lauric Ngouembe, estime que les problèmes identifiés par les experts de deux douanes étant substantiels, les deux administrations douanières ne ménageront aucun effort pour mener la lutte contre la fraude transfrontalière. « Nous devons répartir à Brazzaville avec des propositions concrètes », a-t-il conclu son intervention.

Pour information, la DGDA se trouve être l'une des meilleures régies financières du pays ayant mobilisé beaucoup des recettes au profit du trésor public. Dans le budget 2013 par exemple, la DGDA a contribué pour une large part grâce à un recouvrement réussi des taxes et impôts.

Gypsie Oïssa Tambwe

## NORD-KIVU

## Des médicaments destinés aux populations déplacées

Meurtris par les différentes guerres qu'a connues leur province, les habitants du Nord-Kivu sont confrontés à bien de problèmes de santé, en plus de manque de médicaments dans les hôpitaux.

Pour remédier à ce problème, le ministre provincial de la Santé au Nord-Kivu, Symphorien Kahindo Muthethe Mundenga, vient de remettre un lot important de médicaments au médecin chef de zone de santé de Kayina.

Ces médicaments composés des antipaludéens et des antibiotiques permettront de répondre aux difficultés de prise en charge des déplacés de guerre qui affluent dans le territoire

de Lubero. En plus des déplacés qui fuient les attaques perpétrées par les forces rebelles dans les territoires de Walikale et de Masisi, ces médicaments vont également servir aux populations vulnérables, notamment les enfants et les femmes victimes des viols.

Ce geste de portée humanitaire posé par Symphorien Kahindo Muthethe Mundenga a été salué par le Dr Julien Kingombe, médecin chef de zone de santé de Kayina.

Les médicaments permettront, à coup sûr, de soulager les nombreux nécessiteux dans notre entité. « Nous exprimons notre sincère gratitude à l'endroit du

gouvernement provincial du Nord-Kivu pour cet acte salutaire posé à notre endroit », a-t-il dit. Ces médicaments sont destinés aux cinq aires de santé de la zone de santé de Kayina pour assurer la prise en charge correcte des malades.

Notons que la zone de santé de kayina, située à près de 170 km au nord de la ville de Goma, est confrontée à plusieurs maladies dont le paludisme, les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires aiguës sans oublier la malnutrition qui affecte plus les enfants de moins de 5 ans.

Aline Nzuzi

## RDC

## Un drone d'observation de l'ONU s'écrase à Goma

Un des deux drones d'observation récemment mis en service par la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco) s'est écrasé mercredi dans l'est du pays, sans faire de victime, a indiqué l'ONU.

L'accident a eu lieu vers 11h00 "à l'atterrissage" à l'aéroport de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, a indiqué à l'AFP une source au sein de la Monusco. « Nous avons enregistré l'accident d'un aéronef sans pilote [...] de retour de mission », a confirmé le colonel Prosper Basse, porte-parole

militaire de la Monusco lors d'une conférence de presse à Kinshasa. « Heureusement, il n'y a pas eu de blessé ni de mort. Nous sommes en train de mener des enquêtes pour savoir quelle est la cause technique à l'origine de cet accident », a ajouté l'officier. Selon la source au sein de la Monusco, « il s'agit d'un problème technique a priori. L'appareil a été complètement détruit », a indiqué à l'AFP un officier de la force aérienne congolaise à l'aéroport de Goma. La Monusco est la première force de l'ONU à utiliser des drones. Ceux-ci

avaient été lancés en fanfare début décembre 2013. Le chef des opérations de maintien de la paix des Nations unies avait alors déclaré que ces appareils étaient « un outil incomparable » pour « pouvoir s'attaquer » aux nombreux groupes armés actifs dans les régions du Nord et du Sud-Kivu et que les casques bleus ont pour mission de neutraliser. À terme, la Monusco doit être dotée de cinq drones d'observation fabriqués par Selex ES, filiale du groupe italien d'aéronautique et de défense Finmeccanica.

AFP



## ART DANS LA CITÉ

## L'exposition éphémère Nzoto na nzoto attire la curiosité en plein Immo Congo

Plusieurs passants et habitants du quartier ex-20 Mai se sont imposés un arrêt devant les quinze tableaux de peintures sur papiers du Collectif Néo-ngongisme exposés fin décembre sur l'avenue située derrière le Stade Tata Raphaël.

Nzoto na nzoto ou corps à corps était l'expression trouvée par le Collectif Néo-ngongisme pour décrire la démarche qui avait motivé l'organisation de cette exposition au beau milieu de la rue. C'est par souci de ramener l'art dans la cité, nous a expliqué Bongenya, le plus représenté des trois plasticiens exposants dont les peintures ouvraient l'exposition. Le jeune diplômé de l'Académie des Beaux-arts prenait plaisir à présenter ses sept œuvres, toutes réalisées



Elle porte le mystère et l'œuvre sans titre de Bongenya placés au début de l'exposition

sur papier de format A0. Elle porte le mystère, la première,

qui s'imposait au regard de tous, était une peinture faite de feuilles de patates douces collées sur un dessin peint en acrylique sur fond noir et symbolisait « le potentiel féminin », aux dires de l'artiste.

De l'artiste Mago, les visiteurs ont retenu un discours dénonciateur de divers travers de la société. De ses trois œuvres, Mariage semblait la plus insolite. Des parents étaient offusqués par la vue des deux ballons aux traits de visage féminin placés sur un dessin de buste féminin au crayon-feutre bleu en guise de seins. L'artiste qui traitait de la sorte la problématique du mariage pour tous apaisait le courroux de certains au travers de son commentaire. La bisexualité décriée dans un autre dessin sans nom du même artiste pa-

raissait plus plaire à la vue par la beauté du personnage dessiné, mi-homme, mi-femme, était, lui, sujet à moins de polémique.

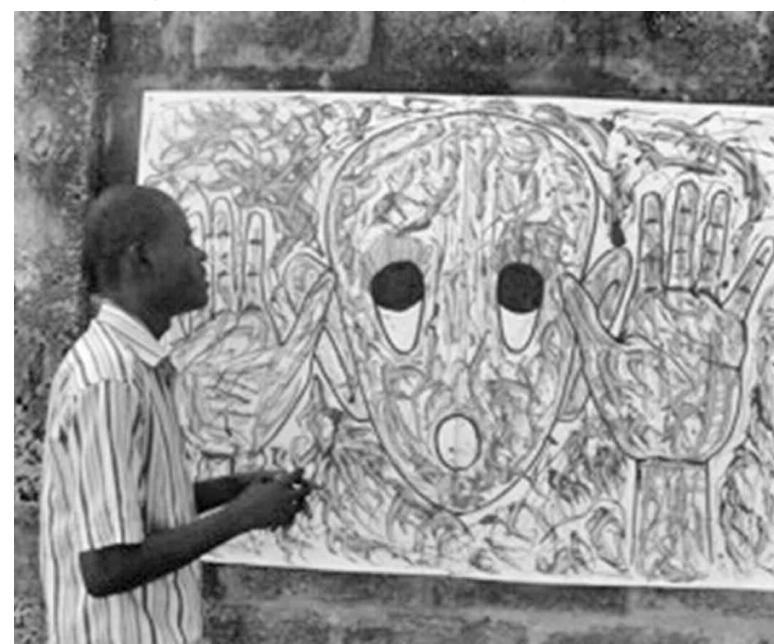
Quant à Nzuzi Ditunga, le troisième exposant de Nzoto na nzoto, il avait choisi d'exprimer les interrogations des uns des autres face au vécu quotidien usant de la colle mélangée à de la teinte. Il donnait de la sorte un certain relief à ses peintures. Dans Vie na biso, et Ngai te ! Il était question respectivement de la précarité de la vie symbolisée par deux clés qui s'arrachent un pain de biscuits ; la déclinaison des responsabilités traduite par un personnage aux bras levés.

papayes notamment semblait plus inventif allant jusqu'à coller des feuilles de légumes et des miches de pain sur ses tableaux.

Le Collectif Néo-ngongisme qui se définit comme un groupe œuvrant pour « le réveil et l'éveil de l'homme par l'art » est composé de Bongenya, Nzuzi, Masela et Mago. Les quatre peintres-sculpteurs organisaient, le 28 décembre, leur quatrième exposition en cité. La précédente baptisée Tozotambola, tozopeindre pe tokoloba (nous marchons, nous peignons et nous arrachent) était ambulante. Partie du rond-point Gambela jusqu'à la place 1,2,3, elle avait la parti-



Mariage de Mago



Ngai te ! de Nzuzi Ditunga

Le collage était la technique la plus usitée dans les différentes peintures exposées ce samedi là après-midi à Immo Congo. Bongenya qui personnifiait les fruits, ananas et

cularité d'être progressive. Les réalisations des artistes étaient instantanées au fur et à mesure de leur marche.

Nioni Masela

## VIE DES CLUBS

## V.Club invite Cara, Monana et FC MK à un tournoi

L'AS V.Club de Kinshasa va organiser, du 16 au 21 janvier à Kinshasa, un tournoi international, auquel sont conviés Cara du Congo Brazzaville et Monana du Gabon. Le FC MK de Kinshasa est le quatrième club invité à cette rencontre quadrangulaire internationale de football qui se déroulera au stade Tata Raphaël de Kinshasa.

Du côté des Dauphins Noirs de la capitale de la RDC, l'heure est clairement à la préparation de la 18e édition de la Ligue des champions d'Afrique ; les poulains du coach Florent Ibenge débiteront par le tour préliminaire, le 9 février à Kinshasa, contre Kano Pillars du Nigeria. Pour sa part, le FC MK va mettre à profit ce tournoi pour préparer sa première expérience à la Coupe de la Confédération. Selon le calendrier de ce tournoi, FC MK affronte Monana de Libreville le 16 janvier, et V.Club va matcher Cara de Brazzaville. Le 19 janvier, il est prévu la rencontre FC MK contre Cara et V.Club face à Monana. Les deux der-



V.Club de Kinshasa

niers matchs du tournoi sont programmés le 21 janvier, notamment Cara aux prises avec Monana et V.Club contre FC MK.

Rappelons que le président sportif de V.Club, le général Gabriel Amisi Kumba, alias Tango Four, s'est chargé financièrement de la réfec-

tion du stade Tata Raphaël; V.Club va y jouer ses matchs à domicile du Championnat national de football et de la Ligue des champions. Car, le

stade des Martyrs est fermé également pour des travaux de réhabilitation. Notons que le secrétariat des Dauphins Noirs a expédié à la Confédération africaine de football (CAF) une liste de vingt-six joueurs pour participer à la Ligue des champions. Cette liste pourrait être complétée par quatre joueurs supplémentaires si le team vert et noir le désire, au plus tard le 12 février 2014.

Les vingt-six joueurs figurant sur la liste sont Hervé Lomboto, Nelson Lukong, Landu, Linekar Tibolla, Ruddy Makwekwe, Patrick Mampuya, Paolo Mondo, Thierry Kaseka, Patou Ebunga Saoulé, Dido Bafola, Ndula Nlandu, Armand Kasese, Chikito Lema, Yves Magola, Nelson Munganga, Walby Niemba. Il y a également Jerry Ekole, Guy Lusadis, Héritier Luvumbu, Abdoul Rahim, Mbala, alias Tshabalala, Mubele Ndombe, Francis Kazadi. Jérémie Basilua, Taddy Etekiama Agiti et Aziz Abdoul Djielbeogo.

Martin Enyimo



## MONGO KAMBA

## La dégradation continue de l'avenue Thystère inquiète les riverains

La couche de bitume posée il y a quelques mois sur cette artère fond, accentuant la crevasse après chaque pluie. Le pire est à craindre car cette avenue constitue la seule porte d'entrée et de sortie pour certains habitants de Mongo Kamba et principalement pour les riverains

Les travaux de bitumage de cette avenue lancés il y a peu évoluent à pas de caméléon. Il y a un an, moins d'une centaine de mètres de bitume avaient revêtu la chaussée, et cinquante mètres de bitume ont été posés quelques mois plus tard. Puis plus rien, jusqu'à aujourd'hui.

La Société de génie civile en charge des travaux a même fait retirer du chantier tous ses engins et outils de travail. Ce qui fait craindre le pire aux habitants de Mongo Kamba, de plus en plus pessimistes sur le redémarrage des travaux. Seulement, avec les premières pluies, la couche de bitume a disparu, la terre latérite mise comme enrobée se dilue dans les eaux de ruissellement. Une crevasse se forme au fil des jours. Le risque d'érosion est pesant. Ainsi le pire est à craindre pour les habitants puisque Mongo



L'avenue Thystère à Mongo Kamba après les pluies Crédit photo "Adiac"

Kamba est situé sur un plateau au relief très accidenté, une zone qui souffre de temps à autre de glissement de terrain et d'érosion. Déssemparés, les riverains ont érigé des sacs remplis de terre,

pour compacter le sol et atténuer l'érosion qui commence à prendre du terrain sur l'avenue Thystère. Mais jusqu'à quand cette solution de fortune tiendra-t-elle ? Inquiets, ces riverains interpellent

les autorités municipales à vite réagir et à faire reprendre les travaux, puisque cette avenue est la seule desserte des habitants vivant dans les environs. Son impraticabilité risque de les éloigner en-

core plus des quartiers environnants.

Raymond, un habitant du quartier Thystère, crie sa colère : « Dans plusieurs quartiers de la ville, nous constatons que les travaux de réhabilitation et de construction de routes sont en train d'être effectués. Certains sont même terminés et d'autres sont en voie de l'être, pourquoi donc ici à Mongo Kamba, après à peine 100 mètres de bitume posé, tout est-il arrêté sans la moindre explication ? Ce n'est pas normal. C'est pourquoi, nous prions la municipalité de faire reprendre les travaux puisque Mongo Kamba comme tous les quartiers de la ville en plein essor, a droit aux routes bitumées. » Située au carrefour du rond-point de Mongo Kamba, l'avenue Thystère est aujourd'hui un quartier en plein boom avec de nouvelles habitations qui y sont érigées. Le marché populaire situé sur la Route nationale 1, la station d'essence, la gare routière et les sociétés et usines qui voient le jour dans la périphérie, sont autant de facteurs de l'essor du nouveau quartier.

Hervé Brice Mampouya

## VIE DES PARTIS

## Le RDPS fait sa rentrée politique 2014

La rentrée du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) a été marquée par une cérémonie de présentation et d'intronisation des bureaux des sections de la fédération de Pointe-Noire, qui a eu lieu le 11 janvier en présence de Bernard Mbatchi, président de ladite fédération.

De nombreux cadres, militants et sympathisants ont répondu présents à cette première activité de l'année du RDPS, qui a célébré son vingt-troisième anniversaire en 2013. Elle entre dans le cadre de la restructuration du parti intégrée dans son programme d'action 2013 relatif à sa redynamisation.

Quatorze bureaux de sections composés de douze membres chacun ont été présentés puis intronisés. Pendant leur prestation de serment, les responsables des sections ont pris l'engagement « de remplir fidèlement leurs fonctions de défendre les statuts et le règlement intérieur du parti, d'œuvrer pour son épanouissement et son développement et hisser son emblème ». Quatre autres sections sont en cours de mise en place. Il s'agit des sections Mawata, Ngoyo, Djeno et Nanga.

Pour Jean Aimé Tchibota Tati, président du cadre consensuel du parti de la fédération Pointe-Noire, l'année 2014, au cours de laquelle se dérouleront les élections locales, devrait permettre au RDPS de confirmer son rang, celui de fi-

gurer parmi les grands partis du Congo. De ce fait, le parti se doit de redoubler d'efforts, de dynamisme et d'aborder cette bataille électorale dans une parfaite cohésion. « Pour ce qui nous concerne, nous, fédération de Pointe-Noire, nous mettons tout en œuvre pour que le parti soit revigoré et devienne plus fort et plus performant. La cérémonie qui nous réunit ce jour le prouve bien », a-t-il dit. Bernard Mbatchi s'est dit satisfait de constater que, du côté du RDPS, les troupes sont rangées et groupées avant de féliciter le cadre consensuel de concertation et d'animation du parti de Pointe-Noire pour le travail méthodique qui a été réalisé. Pour lui, le parti devrait reconquérir ses positions sur l'ensemble du territoire national : « Il est donc important de dire que tout est planté pour le dynamisme et pour l'efficacité », a indiqué le président du parti, qui a dit attendre des élus et des militants du parti l'engagement, la discipline qui fonde l'efficacité, la participation aux réunions, l'acquiescement des cotisations statutaires.

Lucie Prisca Condhet

## MVOU MVOU

## Anatole Collinet Makosso offre des kits alimentaires aux populations

Plus de 500 kits alimentaires (poulet, riz, haricot, huile, sel) et un bœuf ont été remis le 11 janvier aux populations de Mvou Mvou par Anatole Collinet Makosso, membre du comité central du Parti congolais du travail (PCT)

Les membres des réseaux de mobilisation du ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Anatole Collinet Makosso, du président fédéral du PCT, Victor Foudi, et de ceux des réseaux de mobilisation des cadres et sections du PCT de l'arrondissement 2 Mvou Mvou, ont reçu les vivres en guise de présents afin de fêter dans la joie, la nouvelle année 2014. Selon Florent Paka, président du comité de parti de l'arrondissement 2 Mvou Mvou, ces présents raffermissement les liens d'amitié et de solidarité qui unissent les populations de Mvou

Mvou et leurs dirigeants. « Anatole Collinet Makosso a fait ce geste d'amour, de cœur et de fraternité à l'endroit du peuple de Mvou Mvou pour dire qu'il n'a jamais oublié son peuple. Nous lui disons merci et lui assurons qu'à Mvou Mvou, il est chez lui », a-t-il déclaré.

Et Victor Foudi, président fédéral du PCT et fils de Mvou Mvou, d'ajouter : « Anatole Collinet Makosso, en tant que fils de Mvou Mvou, a montré, par ce geste, qu'il n'a jamais oublié les populations de Mvou Mvou malgré tout ce qui s'est passé lors des dernières élections législatives. Les vivres et le bœuf offerts aux habitants de Mvou Mvou montrent que le fils est revenu vers les siens non pas avec des discours mais avec des actes concrets. » Natif de Mvou Mvou, Anatole Collinet Makosso a dans son adresse à la population, axé son propos sur la reconnaissance.

« Quand j'ai été nommé ministre de la République, je suis venu vous voir avec des présents comme tout enfant qui remercie ses parents une fois admis dans la vie active. Les pièces d'étoffe et le costume remis pour la circonstance ont cette signification. À l'instar de la devise de notre parti 'Tout pour le peuple, rien que pour le peuple, nous avons voulu partager avec vous les vivres en témoignage de l'amour que nous avons pour vous. » Puis, il a ajouté qu'il était en train de tenir toutes les promesses faites à la population tels la radio mise à la disposition des populations, les Associations communautaires de Mvou Mvou, qui fonctionnent et la scolarité des enfants des bacheliers de Mvou Mvou dont il prend la charge à Brazzaville.

Pour terminer, l'orateur a bien signifié que ce don avait un sens ambivalent à la fois moral, civique et politique. C'est un devoir de reconnaissance car tout enfant élevé en dignité doit penser à ses proches ; au plan politique, il exprime un message à l'endroit des mandants et des populations de Mvou-Mvou et des autres circonscriptions électorales que compte la ville, parce que les candidats aux différentes élections à Pointe-Noire ne doivent pas seulement attendre de visiter leurs populations ou leurs électeurs respectifs quand ils sont élus, mais aussi quand ils ne sont pas élus comme c'est le cas pour l'orateur à Mvou-Mvou 1.

H.B.M. et Séverin Ibara



Les dons remis aux populations de Mvou Mvou Photos Adiac



## CIRCULATION ROUTIÈRE

## Les vélos « Jakarta » à l'origine de nombreux accidents

**Si ces vélomoteurs rendent d'innombrables services en matière de transport, ils occasionnent aussi de nombreux accidents de circulation souvent en raison de l'imprudence et de l'immaturité des conducteurs.**

Cet engin se transforme peu à peu, comme l'affirment de nombreux Ponténégrins, en instrument de désolation. Dans les artères parfois encombrées de la ville, les vélos-moteurs Jakarta se disputent la chaussée avec les autres véhicules. Et c'est ce manque d'entente associée à la vitesse et au fait que les conducteurs slaloment entre les véhicules qui cause de nombreux accidents de circulation. « Les conducteurs, qui sont pour la majorité des jeunes, roulent à vive allure et provoquent le malheur. À l'intérieur du pays comme dans les villes, les accidents de la circulation impliquant des motos Jakarta sont devenus très fréquents », a déploré une habitante du sixième arrondissement de la ville océane, Ngoyo.

Abordés sur la question, certains Ponténégrins disent qu'il est grand temps de tirer la sonnette d'alarme, car il est dangereux que certains conducteurs de ces motos transportent des marchandises si volumineuses au point que le conducteur peine à voir la voie

sur laquelle il roule. « Il est dangereux pour nous, personnes de troisième âge, de traverser les rues et avenues par peur d'être renversées par ces engins qui roulent à tombeau ouvert dans la ville », a déclaré un autre habitant de la ville. Depuis près de sept ans, l'introduction des motos Jakarta tend à chasser du marché congolais les autres vélomoteurs dans les villes et campagnes. Dans de nombreuses localités du pays, des jeunes sans emploi utilisent les motos Jakarta pour subvenir à leurs besoins. Cette moto sert dans le transport en commun dans certaines villes de l'intérieur du pays. Aujourd'hui, élèves, étudiants, chômeurs, travailleurs, mécaniciens, menuisiers, enseignants, se déplacent sur une Jakarta. « Je suis obligé de prendre ce risque à cause des caprices des autobus et taxis. Depuis que j'ai acquis cette moto, je réalise non seulement des économies mais je gère bien mon temps car j'arrive à l'heure à mon poste de travail et aux différents rendez-vous », déclare Michel, un fonctionnaire qui habite à Mpaka 120.

#### La Jakarta tue plus que l'alcool

Aucune semaine ne s'achève sans que des accidents spectaculaires de motos Jakarta ne soient signa-



Le vélomoteur Jakarta (© Adiac).

lés dans la ville. Il y a l'imprudence et l'immaturité des conducteurs qui, pour la plupart, ne respectent pas les multiples conseils qui leur sont prodigués par les services de police routière. Car ils arrivent sans préparation aucune au guidon de cet engin qualifié par de nombreux Ponténégrins d'« engin de la mort ». D'autres exhibent

sur la chaussée leur qualité de conducteurs et au bout du compte, ce sont des blessés ou des morts que l'on ramasse.

« Le port du casque ne saurait être l'ultime moyen de se prévenir des accidents, il faut d'autres méthodes plus coercitives, puisqu'il suffit à ces jeunes d'avoir la somme de 250 000 FCFA ou de 300 000 F CFA

pour acquérir une moto Jakarta. C'est un moyen de transport incontestablement utile et rapide, mais le nombre de victimes est effrayant depuis que cet engin est utilisé dans nos villes. Je souhaite plus de rigueur de la part de la police », a souhaité un ancien conducteur aujourd'hui d'un âge avancé.

**Faustin Akono**

## FORCE PUBLIQUE

## 89 éléments promus au premier trimestre

Le général de brigade, commandant de la zone militaire de défense numéro 1, Jean Olessongo Ondaye, a procédé le 14 janvier au port d'insignes de grades du 1er trimestre aux nouveaux promus de l'armée, de la gendarmerie et de la Police nationale. Cette activité s'est déroulée au tarmac de la base O2/20 située dans le premier arrondissement de Pointe-Noire.



Le général Jean Olessongo porte les grades à un promu crédit photo "Adiac"

Au cours de cette cérémonie, 89 éléments ont été promus au titre du premier trimestre de cette année. Pour les officiers supérieurs, il y a eu trois colonels, quatre lieutenants colonels et cinq commandants ; pour les officiers subalternes : 13 capitaines, 6 lieutenants, 11 adjudants chefs et 16 adjudants. Et enfin 31 sergents chefs pour le compte des sous-officiers subalternes. Couplée à la cérémonie d'adieu aux armes des anciens, cette cérémonie a permis aux quelque 50 officiers, sous-officiers et hommes de rang, ayant atteint l'âge de la retraite ou la durée de leur service, de passer

le témoin aux jeunes.

Dans son mot de circonstance, le plus gradé des éléments admis à la retraite, le colonel Henri Ankabi, major de garnison, a demandé à ses compagnons d'armes encore en fonction, de garder soigneusement les trois règles d'or, marquées par l'ordre, l'obéissance et le compte-rendu afin de réussir leurs carrières. « Nous voilà au terme de nos carrières après avoir accompli notre devoir de soldat : servir en tout temps, en tout lieu, notre beau pays le Congo, la mère patrie avec fierté et unité », a-t-il déclaré. Dans son message, le géné-

ral Jean Olessongo Ondaye a rappelé aux nouveaux promus que « être inscrits au tableau d'avancement et en plus être admis au premier trimestre est une marque de confiance, et une charge que le commandement leur donne », avant de les souhaiter bon vent. Aussi, a-t-il demandé aux anciens d'incarner la sagesse, d'être la référence mais également une bibliothèque en cas de besoin, tout en leur souhaitant un bon repos.

Rappelons que cette cérémonie a été marquée par un défilé militaire, suivi d'un apéritif.

**Prosper Mabonzo**

## FOOTBALL

## Le Chan pris en compte par la Fifa

**La compétition a atteint un bon niveau, à telle enseigne que la Fédération internationale de football association (Fifa) a décidé que ses matchs seront pris en compte pour l'établissement du classement Fifa.**

Les matchs disputés jusqu'au 12 janvier dans le cadre du Championnat d'Afrique des nations (Chan) seront pris en compte dans le classement Fifa de ce jeudi 16 janvier. Le classement du mois de février prendra quant à lui en considération tous les autres matchs de cette compétition. Cette nouvelle a été saluée par le président de la Confédération africaine de football, Issa Hayatou. « C'est une étape majeure dans le développement de cette compétition et du football africain au niveau local sur le continent. C'est un élément supplémentaire d'encouragement pour la jeunesse de notre continent, pour qui le Chan a été créé comme une plateforme supplémentaire pour exposer aux yeux du monde les talents dont regorge l'Afrique », a-t-il déclaré le 13 janvier à Mangaung, où il assistait aux matchs de la première journée du groupe C. Et d'ajouter : « Quand nous avons décidé de créer cette compétition, il y avait beaucoup de pessimisme sur la réussite de notre initiative. Nous avons commencé avec huit équipes lors de la première édition et nous sommes passés directement à seize lors de la deuxième. La décision de la Fifa nous conforte dans ce que nous devons continuer à avoir l'audace des innovations pour développer le football sur notre continent. Je reste convaincu que le championnat d'Afrique grandira bien plus vite qu'on ne l'imagine. »

Quelques statistiques de la compétition

Sur le terrain, la compétition a connu sa deuxième journée le 15 janvier. Lors de la première journée, quatorze buts ont été inscrits, dont deux sur penalty. La moyenne est de 1,7 but par match. Le Sud-Africain Bernard Parker et l'Ougandais Yunus Sentamu sont au coude à coude au classement des buteurs après avoir inscrit chacun un doublé lors de leur première apparition à la troisième édition du Chan. Ils ont été respectivement désignés par la Confédération africaine de football l'homme du match lors de la rencontre Afrique du Sud-Mozambique pour Parker et Ouganda-Burkina Faso pour Yunus. Les attaquants du groupe A, composé de l'Afrique du Sud, du Mozambique, du Nigéria et du Mali, ont été plus prolifiques en inscrivant la moitié des buts enregistré lors de cette journée. En groupe D, un but, sur penalty, a été marqué par les Léopards de la République démocratique du Congo. Les attaquants groupes B et C sortent de la première journée avec une moyenne de trois buts. L'Afrique du Sud mène le classement de la meilleure attaque de la compétition avec trois buts. Sa victoire 3-1 face au Mozambique est le score le plus lourd de la compétition. Elle devance la Libye grâce au succès 2-0 enregistré la première journée face à l'Éthiopie, suivie du Mali et de l'Ouganda qui ont le même nombre de buts marqués que la Libye. Les autres rencontres se sont soldées sur des scores équilibrés. Ce qui témoigne du niveau élevé de la compétition. Le Congo, l'Éthiopie, le Gabon, l'Ouganda le Maroc, le Zimbabwe et la Mauritanie n'ont pas encore ouvert leur compteur à but.

**James Golden Eloué**



## CAN SENIORS DE HANDBALL ALGER 2014

## Le Congo vise le dernier carré

**Les Diables rouges dames, sixièmes à la dernière compétition, ont effectué le déplacement d'Alger avec pour ambition de valider une place qualificative pour la coupe du monde de la discipline qui se jouera l'année prochaine. Les messieurs, classés neuvièmes au Maroc sur douze pays, lutteront pour améliorer leur classement.**

La succession de l'Angola et de la Tunisie, vainqueurs de la dernière édition de la compétition respectivement chez les dames et chez les messieurs, est ouverte. Car la 21e édition de la Coupe d'Afrique des nations de handball, qui démarre ce 16 janvier à Alger (Algérie), regroupe huit équipes chez les dames et douze chez les messieurs. Les Diables rouges dames sont logées dans le groupe B de la compétition avec l'Angola, la Tunisie et la Guinée. Le groupe opposé mettra aux prises l'Algérie, la République démocratique du Congo, le Cameroun et le Sénégal. Ces huit formations, qualifiées d'of-



Les Diables rouges seniors dames lors de la 10e édition des Jeux africains (© Adiac).

fice pour les quarts de finale de la compétition qui se joueront le 22 janvier, donneront le meilleur d'elles-mêmes à cette prochaine étape en vue de valider leur ticket pour les demi-finales qui leur ouvriront également les portes de la Coupe du monde 2015. Le tour préliminaire leur permettra de sortir le grand jeu

pour ne pas tomber face à un adversaire redoutable en quarts de finale.

Les Congolaises débutent la compétition ce jeudi à 14 heures face à l'Angola, peu avant la cérémonie d'ouverture de la compétition. Elles livreront leur deuxième match le 18 janvier à 13 heures 30 face aux

Tunisiennes, avant leur dernier match du groupe prévu pour le 21 janvier contre la Guinée.

Les Diables rouges messieurs sont logés également dans le groupe B dans lequel se trouvent six formations pour quatre places qualificatives pour les quarts de finale. Les Diables rouges disputeront les places

qualificatives pour les quarts de finale avec l'Algérie, le Maroc, l'Angola, la RDC, le Nigeria, la Tunisie, l'Égypte, le Sénégal, le Cameroun, le Gabon et la Libye. L'équipe masculine du Congo joue son premier match le 16 janvier à 10 heures contre les Léopards de la RDC. Elle livre sa deuxième rencontre le 17 janvier à 14 heures contre le Maroc, avant celle qui l'opposera le 18 janvier à 13 heures 30 face à la Tunisie dans le cadre de la 3e journée. Le 20 janvier à 18 heures, le Congo affrontera l'Algérie, pays hôte, avant son dernier match contre l'Angola prévu le 21 janvier à 15 heures 45.

Depuis 1998, aucune équipe n'a réussi à détrôner l'Angola chez les dames. Le dernier titre des Congolaises à la phase finale de la CAN senior remonte en 1985 à Luanda, en Angola. 29 ans ! Depuis lors, plus rien. Chez les messieurs, le titre est respectivement partagé entre la Tunisie (11 titres), l'Algérie (5 titres) et l'Égypte (4 titres).

James Golden Eloué

## LITTÉRATURE

## La Librairie-Galerie Congo fait revivre l'héritage de Tchicaya U Tam'si à Paris

**Boniface Mongo Mboussa, écrivain et critique littéraire, et Jean-Noël Schifano, éditeur de la collection Continents noirs chez Gallimard, sous la modération du poète Gabriel Okoundji, ont permis au public parisien de re-découvrir le monument de la littérature congolaise, Tchicaya U Tam'si, surnommé « le Rimbaud noir », au cours d'une soirée organisée le 14 janvier à la Librairie-Galerie Congo à Paris.**

Tchicaya U Tam'si, dont les œuvres complètes de poésie viennent d'être éditées aux éditions Continents noirs (Gallimard), est revenu parler à un public parisien de connaisseurs, venu assister à la rencontre organisée par la Librairie-Galerie Congo mardi 14 janvier à Paris. Dans le public, on a pu distinguer l'écrivain Jacques Dalodé, Arlette Chemain et Jacques Chevrier, professeurs émérites de littérature et grands connaisseurs de la littérature congolaise ; Nicolas Martin-Granel, spécialiste de la littérature africaine ; le chroniqueur Lionel Manga ; ainsi que les écrivains de la nouvelle scène congolaise, Eveline Mankou, Aimé Eyengué et Obambe Ngakosso. Un public de choix pour une rencontre de haute volée, ponctuée par les lectures du verbe de Tchicaya par le comédien Roch Amedet Banzouzi et la projection du documentaire du cinéaste congolais Léandre Alain Baker sur le poète. Clin d'œil de l'histoire, Tchicaya U Tam'si a vécu un temps dans cette

ruie Vaneau où l'on lui rendait hommage. La sortie du premier volume des œuvres complètes du grand auteur vient couronner une entreprise commune des Congolais pour faire sortir Tchicaya de l'oubli : le travail de plus d'une année de Boniface Mongo Mboussa avec les enfants de Tchicaya, notamment sa fille, pour rassembler les différents recueils, le soutien de l'ambassadeur Lopes et des services culturels de l'ambassade, ainsi que des services culturels du pays. Grâce à ces efforts, le public redécouvre aujourd'hui le travail de cet écorché vif au verbe puissant sous le titre, choisi par l'éditeur, J'étais nu pour le premier baiser de ma mère. Si le titre peut choquer la pudeur bantoue, l'éditeur Jean-Noël Schifano l'a choisi parce que « la mère est essentielle dans l'œuvre de Tchicaya, car il l'a perdue à peine né ; toute la poésie de Tchicaya découle de l'absence-présence de la mère. » Un fait central qui se reflète jusque dans le pseudonyme de l'auteur, car si l'on traduit habituellement Tchicaya U Tam'si par « la petite feuille qui chante son pays » – ce que le poète ne démentira jamais –, une homonymie de la langue vilie découverte par Mambou Aimée Gnali révèle que ce nom signifie également « le placenta ». Pour Jean-Noël Schifano, nous sommes avec Tchicaya U Tam'si en face d'un « Rimbaud noir » marqué par le réalisme baroque, mais un Rimbaud mûr qui aurait commencé

à écrire à l'âge de 25 ans, là où Arthur Rimbaud avait mis un terme à sa carrière poétique pour se livrer à la vie d'aventurier au Yémen et en Éthiopie.

Boniface Mongo Mboussa, questionné par Gabriel Okoundji, est revenu sur le parcours de Tchicaya depuis son enfance au Congo, son cheminement aux côtés de Patrice Lumumba, ses relations ambiguës avec les pères de la négritude qui l'étaient aussi dans l'écriture, Damas, Senghor et Césaire, et sa vie en France.

Malgré son talent indéniable, l'auteur au mauvais sang, "Makila mabe", a porté comme des complexes sa jeunesse, lorsqu'il se lance dans la carrière littéraire, son peu d'éducation formelle, lui qui a arrêté les études au lycée, son infirmité physique, l'arrachement d'avec son village et sa mère biologique, ses relations conflictuelles avec son père... autant de blessures dont il a su se nourrir pour développer son génie.

Le travail entamé par Boniface Mongo Mboussa et la maison Gallimard pour donner une seconde vie au travail de Tchicaya U Tam'si, qui n'avait pas été réédité depuis vingt-cinq ans, rend justice à cette grande figure de la littérature congolaise. Aux congolais maintenant de s'approprier cette œuvre qui fait partie de leur héritage.

Rose-Marie Bouboutou

## ARTS MARTIAUX

## Jean Samba remporte le trophée de l'Innovation

**Le Congolais qui a rénové la boxe des pharaons a été récompensé pour avoir fait renaître cette discipline de ses cendres alors qu'elle n'était plus pratiquée depuis des lustres.**

Récemment à Kinshasa, la fondation Denis-Keko a décerné à Jean Samba le trophée de l'Innovation. Cette structure, qui se charge de la promotion des arts martiaux en Afrique notamment dans la sous-région de l'Afrique centrale, a milité, entre autres, pour l'implantation de cette discipline en RD-Congo. Le pays compte aujourd'hui plusieurs licenciés. « C'est une des grandes distinctions que j'ai obtenues depuis que je suis parvenu à rénover cette discipline. La fondation Denis-Keko vient de montrer que mon action est reconnue au-delà des frontières nationales. Je suis fier », a déclaré Jean Samba, qui est aussi le président de la Fédération congolaise de la discipline. La boxe des pharaons, rappelons-le, est née en Égypte, à l'époque antique. La discipline avait complètement disparu des années plus tard et n'était plus pratiquée. Jean Samba avait donc entrepris de la rénover. Cette rénovation a consisté à adapter cette discipline à la norme olympique actuelle. Ce qui a permis à la boxe des pharaons rénovée d'être universellement admise comme sport de combat. Il a, par ailleurs, défini les règles de compétition afin que les confrontations ne



Jean Samba brandissant son trophée (© Adiac).

soient aussi violentes qu'à l'époque de l'Égypte antique. C'est en 1986 que Jean Samba a achevé l'œuvre de rénovation. Deux ans plus tard, il a reçu l'autorisation de la faire pratiquer dans sa version rénovée. Ainsi, la pratique de cette discipline a gagné plusieurs pays. À travers le monde, des Fédérations nationales ont vu le jour.

Le président de la Fédération congolaise de boxe des pharaons rénovée a expliqué que son travail de rénovation se poursuivait. Sur les plans technique et d'arbitrage, les innovations seront apportées d'autant plus que rien n'est figé, a estimé Jean Samba. « Si nous arrêtons à mi-chemin, la discipline mourra. Nous avons donc l'obligation de continuer à travailler pour que la boxe des pharaons rénovée soit toujours actuelle », a-t-il conclu.

Rominique Nerplat Makaya